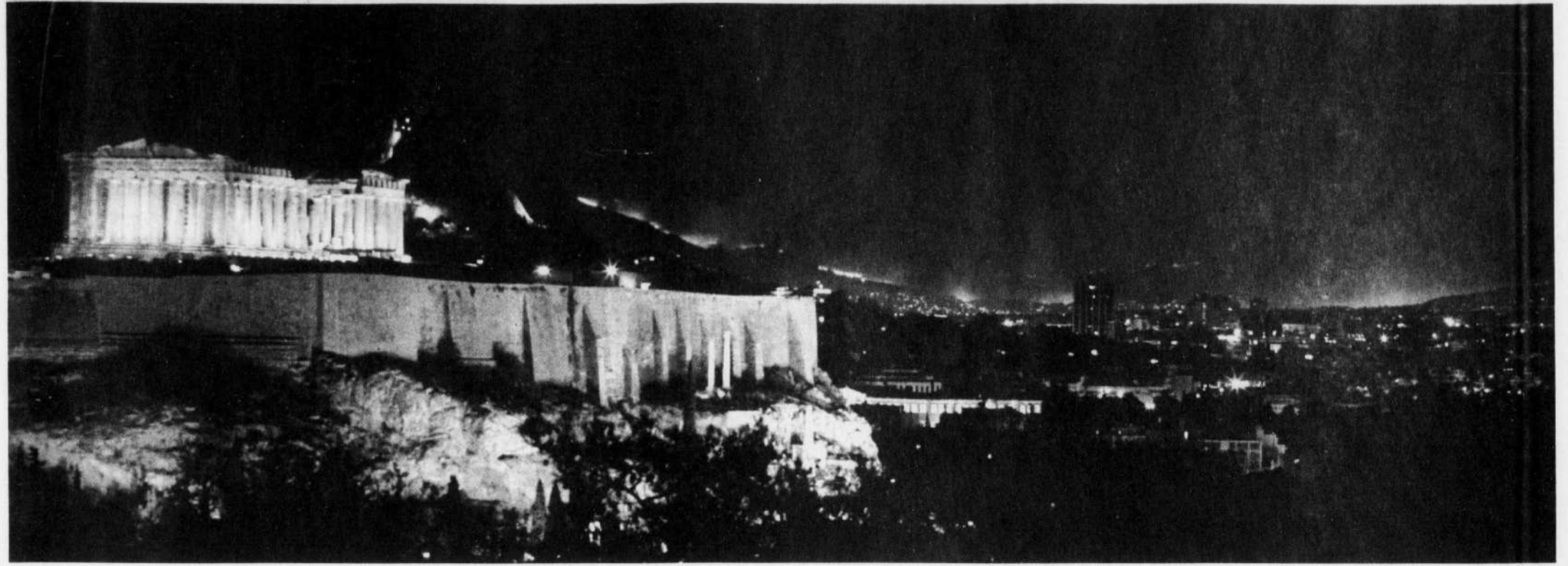


# LE DEVOIR

## MUR DE FLAMMES AUX PORTES D'ATHÈNES



LOUISA GOULIAMAKI AGENCE FRANCE-PRESSE

**LA LUEUR** de vastes incendies faisant rage aux portes d'Athènes donnait hier matin un aspect inquiétant au paysage de l'Acropole. Attisés par des vents violents, les feux restaient menaçants hier soir, après avoir ravagé en deux jours des dizaines d'habitations et plusieurs milliers d'hectares de forêt. Des milliers de personnes ont dû fuir leur domicile menacé par les flammes, qui ont atteint les faubourgs nord de la capitale grecque. Ces incendies s'annoncent comme les plus graves depuis ceux d'août 2007, qui avaient fait 77 morts et détruit plus de 250 000 hectares. Cette nouvelle tragédie risque de donner le coup de grâce au gouvernement conservateur qui avait déjà été très affaibli par les manifestations et les émeutes de l'automne dernier. Nos informations en page A 4.

### LES 250 ANS DE LA BATAILLE DES PLAINES D'ABRAHAM (2)

## 1759, « l'année des Anglais »

Une simple escarmouche de vingt minutes peut-elle avoir radicalement changé le destin d'un peuple?

Deux siècles et demi après la bataille des plaines d'Abraham, les historiens ne s'entendent toujours pas sur l'importance de cette défaite historique. Événement fondateur pour les uns, simple escarmouche sans conséquence pour les autres, la controverse bat son plein. Après avoir interviewé sur deux continents des historiens québécois, français et britanniques, Christian Rioux nous présente une série de trois articles, dont voici le second, sur cette période cruciale de notre histoire.

CHRISTIAN RIOUX

« **C**est pages ont été déchiré l'année des anglais. » Ainsi s'exprimait le curé de Kamouraska, Joseph Trutaut, pour expliquer à ses supérieurs l'absence des feuillets de l'année 1759 dans les registres d'état civil de sa paroisse.

« On parle de l'année des Anglais exactement comme on parlerait de l'année des sauterelles ou d'une grande épidémie », dit l'historien Gaston Deschênes qui a justement intitulé son récit des destructions britanniques sur la côte sud *L'Année des Anglais*

VOIR PAGE A 8: 1759



MARK BLINCH REUTERS

### COUPE ROGERS

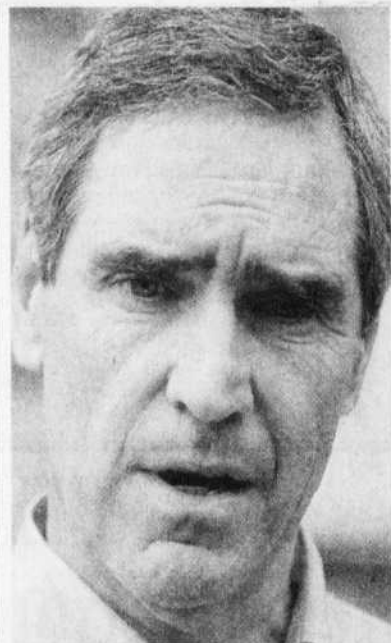
## Dementieva l'emporte sur Sharapova à Toronto

■ À lire en page B 4

### INDEX

Annonces.....	B 6	Météo.....	B 5
Avis publics..	B 2	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 1
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7
Idées.....	A 7		

## Pas d'instabilité politique en cas d'élections, croit Ignatieff



GRAHAM HUGHES CANADIAN PRESS

Michael Ignatieff en tournée dans les Cantons-de-l'Est la semaine dernière.

Un scrutin pourrait même être souhaitable pour le pays, a déclaré le chef libéral au *Devoir*

ALEC CASTONGUAY

Saint-Armand — Le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, estime que des élections fédérales cet automne ne provoqueraient pas une instabilité néfaste au Canada. Même s'il affirme que sa réflexion sur le déclenchement d'élections est toujours en cours, il juge qu'un scrutin pourrait même être souhaitable pour le pays. Il affirme que le Canada a avant tout besoin d'un « bon gouvernement » en cette période économique.

« Je ne le trouve pas actuellement », dit-il. Michael Ignatieff a rencontré *Le Devoir* en marge d'une activité partisane qui se déroulait au Domaine du Ridge, le vignoble de l'ancien député

libéral Denis Paradis, à Saint-Armand, dans les Cantons-de-l'Est. Avec cette entrevue, le chef du Parti libéral du Canada (PLC) achevait une tournée de deux jours dans le sud du Québec.

Evidemment, la possibilité d'élections fédérales cet automne est sur toutes les lèvres à Ottawa. L'entente conclue entre Michael Ignatieff et Stephen Harper à la fin de la dernière session parlementaire, en juin, prévoit la tenue d'une journée d'opposition entre le 30 septembre et le 6 octobre. Le Parti libéral pourrait utiliser cette occasion pour déposer une motion de censure et ainsi renverser le gouvernement.

Dès le 18 juin dernier, *Le Devoir* révélait en manchette que Michael Ignatieff

avait donné le mot d'ordre à ses troupes d'être prêtes pour un scrutin qui aurait lieu le 9 ou le 16 novembre. Lors d'un caucus spécial à Ottawa en juin, le chef libéral avait expliqué à ses députés et à ses organisateurs que les chances de renverser le gouvernement dans la semaine du 5 octobre étaient fortes, mais qu'il allait prendre l'été pour y réfléchir.

En entrevue, Michael Ignatieff soutient que cette réflexion n'est pas terminée. Mais il affirme dans un même élan que la performance du gouvernement depuis quelques mois « n'est pas géniale ». Il cite la confusion et la précipitation autour de l'imposition d'un

VOIR PAGE A 8: IGNATIEFF

■ Ignatieff juge que l'industrie de l'amiante n'a aucun avenir, page A 4

### L'ENTREVUE

## Le privilège de survivre

À 91 ans, la neuropsychologue Brenda Milner a à peine ralenti le rythme

Elle a reçu une vingtaine de doctorats honorifiques, une dizaine de reconnaissances nationales et internationales, et, en juin dernier, a été nommée grande officière de l'Ordre du Québec. Pour certains, Brenda Milner est à la neuropsychologie ce qu'était Pasteur à la bactériologie. À 91 ans, la chercheuse à l'Institut neurologique de l'Université McGill est surtout une mémoire vivante. Entretien.

LISA-MARIE GERVAIS

**L**e minuscule bureau faiblement éclairé de Brenda Milner est un joli désordre de livres empilés et de documents dans lequel la chercheuse semble se retrouver sans peine. Au milieu, assise sur une chaise qui lui semble inconfortable, la neuropsychologue qui a atteint l'âge vénérable de 91 ans répond avec une grande générosité aux questions de la journaliste, sans jamais perdre le fil. « J'ai la chance d'être en bonne santé. Ma mère est morte à 95 ans et elle a eu une vie beaucoup plus difficile que



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La neuropsychologue Brenda Milner dans son bureau

la mienne », raconte la chercheuse dans un français impeccable joliment teinté de son accent anglophone chantant.

Menue et frêle, vêtue d'une jupe et d'un joli cardigan vert, Brenda Milner a l'élégance et la grâce d'une reine anglaise, la douceur et l'amabilité de ce peuple auquel elle appartient, elle qui a vu le jour à Manchester en 1918. « C'est curieux, je voyage de plus en plus

pour recevoir des prix, mais je suis aussi invitée à parler de l'histoire de la neuropsychologie, qui correspond à celle de ma vie ici au Québec », explique-t-elle. À l'automne dernier, elle était à New York pour donner une conférence sur son champ de recherche devant un auditoire bondé de jeunes et de moins jeunes. « L'Internet, c'est magnifique dans la largeur, on peut y trouver beaucoup de choses, mais peu dans la profon-

deur du passé. Les nouveaux ne savent pas vraiment ce qui se passait avant, et c'est pour ça qu'on m'invite. Je suis la protagoniste de cette histoire. C'est un privilège de survivre. »

Son père était critique musical et pianiste, sa mère était une jeune cantatrice, élève de son père. Ils n'ont eu qu'un seul enfant, Brenda, qui n'avait, insiste-t-elle, aucun penchant pour la musique. « Je n'ai pas d'oreille et j'ai toujours beaucoup trop les mathématiques », souligne Mme Milner. Elle est donc entrée en sciences à Cambridge, malgré un talent certain pour les langues, notamment l'italien, qu'elle a appris pour pouvoir lire Dante, et le français, qu'elle a découvert en lisant Flaubert et Stendhal et qui n'avait rien à voir avec celui que l'on parlait au Québec à son arrivée en 1944. « Je parlais comme un livre », dit-elle en riant, les yeux plissés.

Coup du destin — et de la reine d'Angleterre qui envoyait au Canada des chercheurs à la demande de MacKenzie King — Brenda Milner a débarqué à Montréal en 1944. La Seconde Guerre mondiale faisait rage, et son mari, l'ingénieur Peter Milner, et elle devaient travailler au service de la Royal Air Force dans un laboratoire

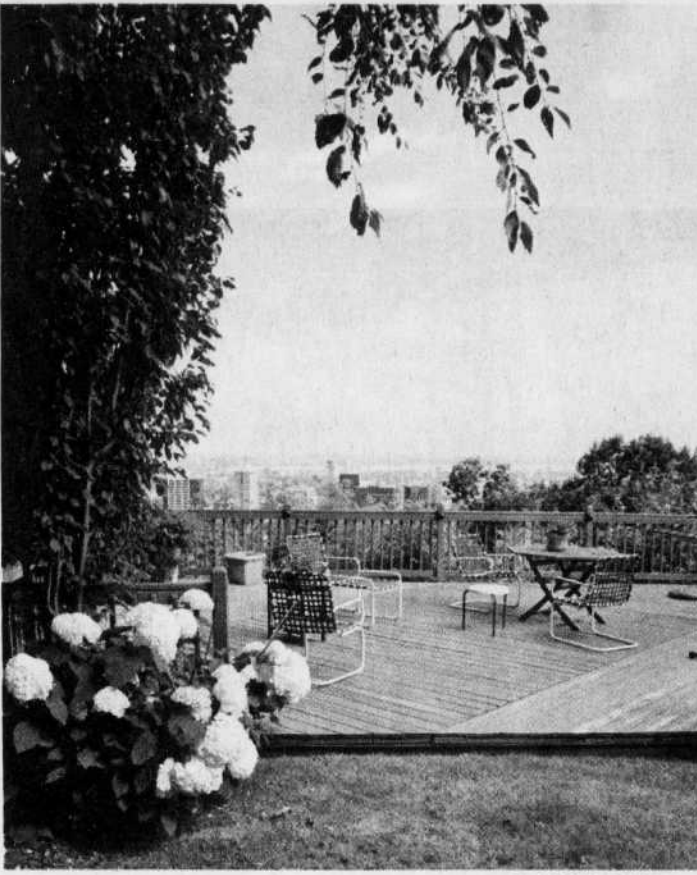
VOIR PAGE A 8: MILNER

# MONTREAL AVANT-APRES

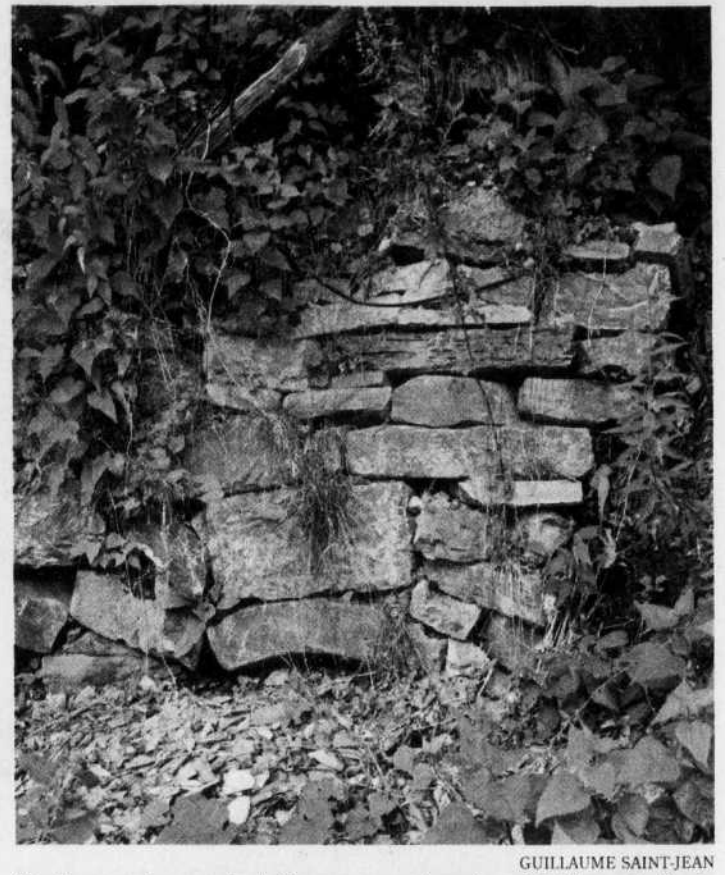
Quartier des spectacles en émergence, CHUM à édifier, échangeur Turcot à reconstruire, campus de Concordia redéployé, carrefour du Parc-des Pins enfin redessiné... Les projets qui refaçonnent le visage de Montréal ne manquent pas ces jours-ci. Mais, à toutes les époques, la ville s'est bâtie et rebâtie, faisant disparaître, bouger ou apparaître des repères visuels qui marqueront leur époque. Tous les lundis de l'été, un petit voyage photographique dans le passé vous en fera la démonstration.



EDGAR GAREP. 1926. BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC. DIRECTION DU CENTRE D'ARCHIVES DE QUÉBEC, COLLECTION INITIALE. La tour de Trafalgar, sur le mont Royal, à Montréal, en 1926



Aujourd'hui, la tour gothique a disparu sous la terrasse d'une résidence privée du chemin Trafalgar-Heights.



Quelques pierres de taille provenant vraisemblablement de la tour font partie d'un muret érigé au bas de la pente, en bordure de l'avenue Trafalgar.

## La tour de Trafalgar, ou la tour hantée de Montréal

Alors que certains lieux de mémoire perdurent, d'autres sombrent rapidement dans l'oubli, si bien que, quelques années après leur disparition, plus personne n'en a le moindre souvenir. Occupant depuis plus de trois décennies une maison construite sur un terrain riche en histoire, le propriétaire lui-même ignorait, jusqu'à la visite du signataire de cette série, que s'y dressait autrefois une construction qui aura fortement influé sur la toponymie des environs.

GUILLAUME SAINT-JEAN

John Ogilvy, propriétaire d'une maison de ferme située à l'ouest du chemin de la Côte-des-Neiges, vouait une profonde admiration à

Horatio Nelson, le célèbre amiral de la bataille navale de Trafalgar, qui eut lieu le 21 octobre 1805. L'année suivant la victoire de la flotte britannique, il fit dès lors ériger, sur sa propriété, une tour de pierre qu'il désigna par la suite sous le nom de Trafalgar.

À l'image d'une pratique alors courante en Angleterre, soit celle d'ériger des monuments à la mémoire de prestigieux disparus, la tour de Trafalgar était pourvue à son sommet d'un petit canon dont on tirait quelques coups une fois l'an, à la date anniversaire de la bataille.

Vendu par John Ogilvy en 1835, le terrain sera racheté de Mary Ann McGregor une décennie plus tard par Albert Furness. En plus d'y ériger sa résidence en 1848, celui-ci apportera quelques modifications à la tour.

Avant cette seconde transaction, la tour gothique avait été laissée quelque peu à elle-même, et des signes de détérioration avancée lui donnaient alors un aspect sinistre. Cela ins-

pira la plume de George Boucher de Boucherville qui écrivit un conte fantastique à son sujet en 1835.

Dans ce texte écrit à la première personne du singulier, le narrateur expose le récit de son aventure en ces lieux. Étant allé s'y réfugier lors d'un violent orage après s'être perdu dans la forêt, ce dernier affirme y avoir entendu des bruits de pas, vu des traces de sang sur les murs et avoir senti une main glacée se serrer sur son cou. S'enfuyant de la tour à toutes jambes, il apprendra par la suite que celle-ci aurait été le théâtre d'un double meurtre quelques années auparavant.

Reproduit à maintes reprises dans diverses publications au cours des décennies suivantes, ce conte attisera pendant longtemps l'imagination populaire, si bien que la fiction se confondra par la suite avec la réalité. Vu les nombreux témoignages d'événements surnaturels racontés par des gens qui sont entrés à l'intérieur de ses

murs, la tour sera reconnue au début du XX<sup>e</sup> siècle par bon nombre de Montréalais comme étant la tour hantée.

On ignore quand au juste la tour a été démolie, mais le terrain où elle se trouvait est occupé depuis 1955 par une résidence unifamiliale située au 3134 du chemin Trafalgar-Heights.

Et bien qu'aucune trace de la tour ne subsiste au sommet du terrain escarpé où elle se trouvait autrefois, quelques pierres de taille provenant vraisemblablement de cette structure font maintenant partie d'un muret érigé au bas de la pente, en bordure de l'avenue Trafalgar.

Symbole d'une victoire britannique sur la flotte franco-espagnole puis représentation d'un lieu maudit, la tour de Trafalgar aura en outre marqué l'histoire de Montréal en laissant son nom à de nombreuses propriétés et voies de circulation avoisinantes.

Collaboration spéciale

## LES ACTUALITÉS

### Les congressistes de l'AFEAS votent en faveur de la légalisation de l'euthanasie

Saguenay — Les membres de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) ont voté une proposition pour légaliser l'euthanasie, dans des circonstances bien définies. Environ 400 congressistes étaient réunis pour leur 43<sup>e</sup> Congrès provincial en fin de semaine, à Saguenay.

Les participants ont discuté de divers sujets, dont l'euthanasie, l'amélioration des soins de première ligne dans les CLSC, l'étiage des cosmétiques et des produits alimentaires, la publicité sexiste et l'*achat québécois*.

Les membres de l'AFEAS ont ainsi pris position pour qu'il soit permis aux Québécois de mou-

rir dignement. Ils souhaitent que les personnes en perte d'autonomie ou qui souffrent de maladies incurables ou de douleurs physiques ou mentales aiguës, sans perspective d'amélioration, puissent avoir le droit de recevoir d'un médecin l'aide nécessaire pour mettre fin à leurs jours. Pour les congressistes, ce droit devrait être accordé dans des circonstances exceptionnelles, et les médecins qui apportent cette aide devraient être assistés d'une équipe multidisciplinaire.

L'Association a aussi voté une proposition pour demander au ministre de la Santé et des Services sociaux d'augmenter et d'améliorer les soins de première ligne dans les CLSC en y intégrant des infirmières praticiennes spécialisées.

L'Association avait par ailleurs organisé un groupe de discussions avec des experts sur les droits des conjointes de fait. Selon la présidente provinciale de l'Association, Mariette Gilbert, les Québécoises manquent d'information à ce sujet. Les différences entre les droits des couples mariés et ceux en union de fait demeurent floues pour beaucoup de femmes.

C'est pourquoi l'AFEAS souhaite demander une subvention pour mettre sur pied un projet d'éducation pour les femmes sur les droits des conjointes de fait.

L'AFEAS regroupe quelque 12 000 Québécoises intéressées par la promotion des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie en société.

La Presse canadienne

#### EN BREF

#### Osisko : Malartic veut recruter de la main-d'œuvre

Malartic — La ville de Malartic a lancé une vaste campagne de recrutement de main-d'œuvre afin de satisfaire aux besoins qu'entraîne le projet d'implantation d'une mine d'or à ciel ouvert par la corporation Osisko. Cette municipalité située en Abitibi-Témiscamingue a vu plus de la moitié de sa population s'exiler au cours des dernières années. De 8000 habitants, le nombre de résidents

est passé à 3000 environ. Le maire de Malartic, André Vezeau, souhaite attirer 4000 personnes. Pour ce faire, il a mis en place un important plan de recrutement. Il insiste en précisant qu'au départ, il s'agissait d'une initiative locale, mais maintenant, il soutient qu'il faut parler d'un effort provincial et qu'il importe de convaincre des travailleurs de venir s'installer. La première phase de construction du projet de près d'un milliard fera en sorte de créer entre 800 et 900 emplois. Force est de constater que la main-d'œuvre est actuellement insuffisante. — La Presse canadienne

ROLEX



LADY OYSTER PERPETUAL  
EN ACIER ET OR GRIS 18 CARATS

Bijouterie  
**Gambard**  
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

Destinations

ÉGYPTE

5 432\$ • TOUT INCLUS • 25 jours

27 oct. au 20 nov. 2009 • QUELQUES PLACES  
5 au 29 nov. 2009 • COMPLET  
12 nov. au 6 déc. 2009 • QUELQUES PLACES

ITINÉRAIRE LE PLUS COMPLET SUR LE MARCHÉ  
HÔTELS ET BÂTEAUX ○○○○○

POSSIBILITÉ DE VISITER PÉTRA (AVEC SUPPLÉMENT)

DEMANDEZ LA BROCHURE DE L'ITINÉRAIRE COMPLET

VOYAGES  
CULTURELS  
VIP

3627, RUE SAINT-DENIS  
MONTRÉAL, Q.C.  
H2X 3L6  
T. 514-844-0407 • 1-866-481-4425  
WWW.VOYAGESCULTURELSVIP.CA

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez  
Jean de Billy au 514 985-3456 — jdebilly@ledevoir.com

## ACTUALITÉS

## Ville-Marie doit retrouver son autonomie, selon le tandem Louise Harel-Benoit Labonté

Devant près de 400 partisans réunis au Bain Mathieu, le tandem Louise Harel-Benoit Labonté a fait connaître, hier, son équipe de candidats dans l'arrondissement de Ville-Marie, et a brûlé en effigie la loi 22 qui consacrerait la mainmise du maire de Montréal sur le centre-ville de la métropole, à compter du 1<sup>er</sup> novembre prochain.

MARCO  
BÉLAIR-CIRINO

Faute de pouvoir se porter candidat à sa propre succession, l'actuel maire de l'arrondissement de Ville-Marie, Benoit Labonté, sollicitera un mandat comme conseiller municipal du district de Sainte-Marie. C'est le tremplin dont il se servira pour accéder à la présidence du comité exécutif de la Ville.

L'avocate spécialisée en droit du divertissement, droit du travail et droit commercial Denise Dusault et un ex-conseiller économique à Hydro-Québec et président de l'Association des résidents du faubourg, François Robillard, brigueront quant à eux respectivement les postes de conseillers municipaux des districts de Peter-McGill et Saint-Jacques.

Louise Harel, candidate à la mairie, a pris l'engagement ferme de demander au gouvernement du Québec de modifier la Charte de la Ville, « afin de redonner aux citoyens de Ville-Marie le statut de citoyens de plein droit, statut qui leur a été retiré par Québec à la demande de l'administration Tremblay », a-t-elle déclaré hier.

La loi 22 sur la gouvernance du centre-ville, qui entrera en vigueur au lendemain des élec-

tions municipales, prévoit que le prochain maire de Montréal soit de fait le maire de l'arrondissement de Ville-Marie. Et afin qu'il exerce la mainmise sur le centre-ville, ce dernier désignera deux élus de son choix pour siéger au conseil d'arrondissement avec les trois conseillers de ville élus dans les districts de Sainte-Marie, Peter McGill et Saint-Jacques. Il détiendra également un vote prépondérant, en cas d'égalité.

Gérald

Tremblay

a « affaibli

Montréal »,

selon

Louise Harel

« En voulant s'approprier d'office la mairie de l'arrondissement de Ville-Marie grâce à la loi 22, ainsi que la majorité au conseil en vertu de deux conseillers désignés par lui, mais élus dans d'autres arrondissements, Gérald Tremblay a créé deux catégories de citoyens », a affirmé Louise Harel. Je m'engage à demander à Québec d'enlever cette tache antidémocratique de la Charte de la Ville.

Vision Montréal suggère plutôt que le conseil municipal de Montréal détermine — après un débat et un vote majoritaire — qu'un projet, un service, une initiative ou un programme, peu importe d'où il tire son origine, relève du maire de Montréal. « Nous reconnaissons tous l'importance stratégique du centre-ville et la légitimité pour le maire de Montréal d'avoir une influence dans



L'actuel maire de l'arrondissement Ville-Marie, Benoit Labonté, et la chef de Vision Montréal, Louise Harel, ont partagé la tribune, hier, devant près de 400 partisans réunis au Bain Mathieu.

sa gestion. Cependant, ce but aurait pu être atteint par un autre mécanisme démocratique, sans pour cela priver les citoyens de l'un de leurs droits démocratiques les plus fondamentaux, soit celui d'élire directement leurs représentants », a ajouté Benoit Labonté.

Harel promet un « grand ménage »

La candidate à la mairie a rappelé hier les enquêtes de la Sûreté du Québec sur la Ville et leurs effets dans la perception ici et à l'étranger. « Le maire a mis sept ans avant de se rendre compte que, dans son entourage,

on lui jouait dans le dos. Il ne s'est pas retourné. Il lui a fallu les cinq enquêtes de police », a-t-elle affirmé.

Louise Harel a aussi censuré l'administration Tremblay pour ne pas avoir soumis le projet Griffintown à l'Office de consultation publique de Montréal. « Quand les élus écartent d'auto-rité l'étude publique [...] du plus important projet d'investissement privé que Montréal a connu, je regrette, ça sent mauvais », a-t-elle laissé tomber.

Le maire Gérald Tremblay « ne mérite pas un troisième mandat ». « [L'administration Tremblay a] affaibli Montréal.

Je le dis dans toutes les langues possibles », a-t-elle lancé avant de reprendre en anglais. « Je ne suis pas inquiète de faire des erreurs grammaticales, mais je suis surtout effrayée de commettre des fautes de grammaire », a-t-elle dit dans la langue de Shakespeare.

D'ailleurs, elle dit avoir formé une coalition de candidats de toutes allégeances politiques « libérale », « péquiste », « fédéraliste », « souverainiste ». Ses adversaires politiques alimentent, selon elle, une « prétendue menace parce qu'elle est souverainiste ». « Ils veulent empêcher de secouer le désordre

établi », a indiqué la chef de Vision Montréal.

L'heure des bilans pour Benoit Labonté

Benoit Labonté s'est dit fier de l'héritage qu'il laisse comme maire d'arrondissement de Ville-Marie. Il a notamment rappelé la construction de deux piscines intérieures de grandeur semi-olympique dans le quartier du Centre-Sud et l'aménagement de deux terrains de soccer en gazon synthétique sur les terrains de l'école Pierre-Dupuy. « Quatre-vingts pour cent des jeunes qui étudient à Pierre-Dupuy ne terminent pas leur secondaire cinq. On a donné à ce que plusieurs considèrent comme l'école la plus en difficulté au Québec les meilleurs terrains qui existent à la Commission scolaire de Montréal. On l'a fait parce qu'il fallait redonner à ces jeunes-là une fierté », a dit M. Labonté.

La création de la Société de développement social Ville-Marie, « la première du genre en Amérique », figure aussi parmi les réalisations dont il se dit satisfait. « L'arrondissement Ville-Marie, c'est l'arrondissement des extrêmes. On retrouve dans Ville-Marie à la fois les gens parmi les plus riches au Canada et les plus démunis. Ce sont deux mondes qui ne communiquaient pas nécessairement ensemble auparavant », a fait remarquer le candidat au poste de conseiller municipal du district de Sainte-Marie. Et Benoit Labonté, qui brandissait hier le passeport Expo 67 de sa mère, s'efforcera de canaliser les énergies afin de déposer la candidature de la Ville de Montréal comme ville hôte de l'Exposition universelle de 2020.

Le Devoir

## Élections à Montréal

## Tremblay annonce ses candidats dans le Sud-Ouest

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a dévoilé les noms des candidats de l'arrondissement du Sud-Ouest qui défendront les couleurs d'Union Montréal lors des prochaines élections municipales, a fait savoir ce parti hier dans un communiqué.

Nicole Boudreau sera candidate à la mairie du Sud-Ouest. « Avec une équipe forte et une sous le leadership de Nicole Boudreau, nous poursuivons le travail afin que l'arrondissement redevienne un pôle de développement de notre métropole », a déclaré le maire hier, devant des militants réunis au Centre des loisirs Monseigneur Pigeon.

Dans le district de Saint-Henri-Petite-Bourgogne-

Pointe-Saint-Charles, l'actuel conseiller d'arrondissement, Pierre E. Fréchette, sollicitera un nouveau mandat, mais à titre de conseiller municipal.

À ses côtés, il trouvera Danielle Godbout, une femme d'affaires, qui tentera de devenir conseillère d'arrondissement. Dans le district de Saint-Paul-Emard, Daniel Bélanger briguera les suffrages au poste de conseiller municipal. M. Bélanger est attaché politique de l'actuelle mairesse du Sud-Ouest, Jacqueline Montpetit. Enfin, dans le même district, Diane Robitaille Pignoloni sollicitera un mandat comme conseillère d'arrondissement.

Le Devoir

## EN BREF

## Les cols bleus devant le Conseil des services essentiels

Le Conseil des services essentiels a convoqué aujourd'hui les représentants de la Ville de Montréal et ceux du syndicat de ses 5000 cols bleus, qui doivent déclencher une grève de 24 heures, le 31 août prochain. La réunion, qui se déroulera en présence de la médiatrice assignée au dossier, vise à déterminer les services essentiels qui devront être maintenus durant le débrayage. En quittant le travail pour une journée, les cols bleus veulent souligner le deuxième anniversaire de l'échéance de leur contrat de travail, fin août 2007. Les négociations pour parapher une nouvelle convention collective achoppent notamment sur les augmentations salariales, le plancher d'emplois et la sous-traitance. Sur le plan des salaires, la Ville propose à ses cols

bleus un gel pour 2007 et une hausse de 2 % pour les trois années suivantes. Le syndicat exige 3 % par année.

— La Presse canadienne

## Le Bixi à New York

Les promoteurs montréalais du Bixi étaient à Manhattan toute la fin de semaine pour tenter de convaincre les New-Yorkais et leur maire, Michael Bloomberg, d'adopter le concept montréalais de vélo en libre-service, a fait savoir la ville de Montréal dans un communiqué. Ainsi, les New-Yorkais ont pu essayer le Bixi hier et le comparer à d'autres modèles de vélo en libre-service, comme le Samba, venu du Brésil. M. Bloomberg, en campagne électorale, a estimé que le concept de location de vélo serait « idéal » pour sa ville, selon le site du *New York Post*. Il n'a toutefois pas précisé quel système il préférerait. Récemment, les villes de Boston et de Londres ont décidé d'adopter le Bixi plutôt que ses concurrents. — Le Devoir

## Éric Caire s'impose au premier débat des aspirants chefs de l'ADQ

MARTIN OUELLET

Lévis — Combatif et prêt à en découdre, Éric Caire a dominé les échanges lors du premier débat des quatre candidats à la direction de l'Action démocratique, hier, à Lévis.

Au terme de la confrontation, M. Caire affichait la confiance du vainqueur. Il avait à ses côtés le président des jeunes adhérents, Martin-Karl Bourbonnais, qui lui a accordé son soutien « à titre personnel ».

Pendant le débat, le député de La Peltre s'est montré particulièrement agressif envers Christian Lévesque, l'interrompant à plusieurs reprises en plus de pointer vers lui un doigt accusateur. À un moment, il lui a même tapoté l'épaule pour signifier son désir d'intervenir.

« J'ai senti que M. Lévesque avait des positions plutôt floues. J'ai senti qu'il n'était ni convaincu ni convaincant. Je pense que lui et son équipe vont comprendre que ça prend un peu de contenu quand on fait une course à la direction », a dit M. Caire, en point de presse, au sujet de ses échanges musclés avec l'ancien député de Lévis.

Contrairement à ce que plusieurs appréhendaient parmi les quelque 100 militants présents, l'animateur de radio In-

ternet Jean-François Plante est demeuré fort sage, sinon discret, évitant tout commentaire à l'emporte-pièce.

L'heure n'était pas à l'empoignade, a-t-il expliqué.

« S'il y a des différences fondamentales de valeurs entre moi et mes collègues, c'est sûr qu'il y aura des coups de gueule. Je vous rappelle qu'il y a trois autres débats », a dit M. Plante.

Mais l'animateur ne sait pas encore s'il pourra demeurer dans la course et participer aux autres débats. Son bulletin de candidature fait toujours l'objet d'une vérification de validité par le président de l'élection. L'ancien conseiller municipal montalais devrait être fixé sur son sort aujourd'hui.

Taillon discret

Quant à Gilles Taillon, il n'est pas parvenu à se démarquer en dépit de sa connaissance manifeste des dossiers et des enjeux.

Néanmoins, il était serein à l'issue de l'exercice. « J'étais calme et préparé. J'ai lancé mes idées », a souligné l'ancien député de Chauveau, qui présentera son programme électoral aujourd'hui.

Tenu dans le cadre du congrès des jeunes de l'ADQ,

le débat de 90 minutes portait sur quatre thèmes : l'éducation postsecondaire, l'accès au marché du travail, les défis intergénérationnels et l'avenir politique du Québec.

Au moins trois autres débats se tiendront pendant la campagne d'ici au congrès d'octobre.

Droits de scolarité

Les premières salves ont tonné lorsque MM. Lévesque et Caire ont abordé la question des droits de scolarité. M. Caire, qui propose que les étudiants assument 30 % de la facture de leurs études supérieures, s'en est pris à la position « prudente » de son adversaire.

Candidat le « plus à gauche » engagé dans la course à la succession de Mario Dumont, M. Lévesque préconise une modeste indexation des droits de scolarité au coût de la vie.

« Tu as un salaire de député

de 85 000 \$, l'ensemble de la population a un salaire moyen, par couple, de 45 000 \$. Quels choix [les parents] vont-ils faire? », a lancé M. Lévesque à son adversaire.

« Toi, tu en as de l'argent? Pourquoi je paierais pour les études de tes enfants? », lui a répliqué M. Caire.

En fin de débat, les deux hommes ont croisé le fer de nouveau, cette fois dans le dossier de l'avenir politique du Québec. M. Caire a accusé son rival de tenir le discours « vide » du premier ministre Jean Charest, lui reprochant de vouloir enterrer les revendications traditionnelles du Québec.

« M. Caire est un idéologue, moi je suis quelqu'un de lucide », a commenté M. Lévesque, convaincu que l'enjeu constitutionnel est un « débat d'une autre génération ».

La Presse canadienne

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

**LOTO QUÉBEC** Résultats des tirages du : 2009-08-22

<b>649</b>	15 19 23 38 43 49	33 compl.	<b>49</b>	05 30 31 32 34 46	35 compl.
GAGNANTS	LOTS		GAGNANTS	LOTS	
6/6	1 4 360 197,00 \$		6/6	0 2 000 000,00 \$	
5/6+c	1 311 442,60 \$		5/6+c	0 75 000,00 \$	
5/6	100 2 572,80 \$		5/6	9 750,00 \$	
4/6	6 247 78,00 \$		4/6	610 75,00 \$	
3/6	117 526 10,00 \$		3/6	11 374 10,00 \$	
2/6+c	82 837 5,00 \$		2/6+c	6 960 5,00 \$	
Ventes totales	14 906 038 \$		Ventes totales	737 086,00 \$	
Prochain gros lot (approx.) :	3 500 000 \$		<b>Extra</b>	0445890	

**LOTO QUÉBEC** Résultats des tirages du : 2009-08-21

<b>7</b>	7/7	0	10 000 000,00 \$
<b>6</b>	6/7+c	4	44 654,60 \$
<b>5</b>	6/7	93	1 920,60 \$
<b>4</b>	5/7	5 722	106,10 \$
<b>3</b>	4/7	123 412	10,00 \$
<b>2</b>	3/7+c	113 834	10,00 \$
<b>1</b>	3/7	1 032 709	Participation gratuite
Ventes totales	15 276 146 \$		
Prochain gros lot (approx.) :	12 000 000 \$		

**ELLE EST DE RETOUR! JUSQU'À 90 PARTICIPANTS À LA TÉLÉ ET 5,8 MILLIONS \$ EN LOTS AU TOTAL.**

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

## ACTUALITÉS

Mobilisation contre les incendies

## Les habitants fuient la banlieue d'Athènes

De forts vents et une épaisse fumée contrarient les efforts de 600 pompiers

JOHN HADOULIS

Athènes — Des centaines de pompiers grecs continuaient hier à lutter contre les feux qui gagnaient du terrain dans des zones boisées aux portes d'Athènes, menaçant des banlieues de la capitale grecque où de nombreux habitants ont dû abandonner leurs maisons.

Un village de 150 maisons près de Marathon, lieu historique de la Grèce antique proche du principal réservoir d'eau de la capitale, a dû être évacué.

Les autorités ont aussi fait évacuer deux hôpitaux pour enfants, une clinique psychiatrique, une maison de retraite et un camp de vacances dans les zones menacées par les incendies à l'est d'Athènes, où pourtant de nombreux habitants refusaient de quitter leur maison pour lutter eux-mêmes contre le feu.

En raison des vents tournants, les incendies qui se propagent depuis samedi dans les banlieues résidentielles d'Agios Stefanos, d'Anthousa, de Gerakas et de Palini, à moins de 30 km d'Athènes, menaçant hier d'autres localités comme Penteli, Dionysos et Stamatia, où vivent environ 60 000 habitants, ont dit les pompiers.

«Hier, notre maison a été épargnée, mais le feu est revenu aujourd'hui», raconte Theofania Kassimati, une femme de 53 ans, qui a fui son domicile. «Des gens qui circulaient avec des haut-parleurs nous disaient de partir, alors nous avons emballé quelques affaires, notre petit chien et nous sommes partis», ajoute-t-elle.

## Conditions météorologiques

Hier, plus de 600 pompiers étaient sur le pied de guerre pour stopper le feu, mais de forts vents et une épaisse fumée contrariaient les opérations des bombardiers d'eau.

«Les conditions météorologiques ne permettent pas aux appareils d'opérer comme il le faudrait et ils laissent derrière eux de nombreux secteurs où le feu couve encore», a déclaré le préfet d'Athènes, Yiannis Sgourous, à la télévision publique NET.

Douze avions et sept hélicoptères chargés d'eau étaient en action et des renforts étaient attendus de plusieurs pays.

Dans le cadre du mécanisme européen de protection civile, la France a proposé l'envoi de quatre bombardiers d'eau, dont deux sont arrivés hier, de même qu'un hélicoptère anti-incendie



Un volontaire fuit devant la fumée et les flammes qui gagnaient constamment du terrain, hier, à Agios Stefanos, une banlieue située à quelque 25 km d'Athènes.

dépêché par Chypre. L'Autriche devait envoyer six bombardiers d'eau et hélicoptères, et l'Italie deux Canadair.

Sur les conseils de respon-

sables locaux, de nombreux habitants ont fui, d'autres restaient pour protéger leurs habitations.

«Nous avons combattu le feu et

salvé nos maisons tout seuls», a expliqué à la chaîne NET un habitant du secteur de Koukounari, en arrosant avec un tuyau des broussailles asséchées. «Les

pompiers nous ont dit d'évacuer pour ne pas être pris au piège, puis ils sont partis.»

Ces incendies s'annoncent comme les plus graves depuis ceux d'août 2007, qui avaient fait 77 morts et détruit plus de 250 000 hectares, principalement dans le Péloponnèse et sur l'île d'Eubée.

D'après des évaluations officielles, environ 12 000 hectares de forêts ont déjà été dévastés depuis le départ du feu dans la nuit de vendredi à samedi, à environ 40 km au nord-est d'Athènes.

Atteintes par des vents violents, les flammes ont parcouru une trentaine de kilomètres vers l'est, atteignant les premières habitations du mont Penteli, dernière barrière avant les faubourgs de la capitale.

Selon les pompiers, une «gigantesque mobilisation» a été mise en œuvre contre les 85 départs de feu enregistrés dans le pays en 24 heures.

Le premier ministre Costas Karamanlis a convoqué une réunion d'urgence du gouvernement et la fédération grecque du football a annulé tous les matchs prévus ce week-end dans la capitale.

Agence France-Presse

Le chef libéral en Estrie

## L'industrie de l'amiante n'a aucun avenir, selon Ignatieff

ALEC CASTONGUAY

Lennoxville — Le chef du Parti libéral du Canada estime que l'industrie de l'amiante chrysotile n'a aucun avenir. De passage vendredi dernier dans les Cantons-de-l'Est, la région où se concentrent presque tous les emplois de ce secteur au pays, Michael Ignatieff a soutenu que le Canada devait se retirer de la production de chrysotile pour le bien de la planète. Une déclaration qui risque de faire des vagues dans cette région lors d'une éventuelle campagne électorale.

De passage à l'Université Bishop pour une conférence, le chef libéral a répondu à un citoyen qui voulait connaître ses intentions en ce qui a trait à l'amiante chrysotile, une industrie qui génère 700 emplois directs à Asbestos et à Thetford Mines et plus de 2000 emplois indirects dans la région de l'Estrie. Malgré le terrain miné, Michael Ignatieff ne s'est pas esquivé.

«C'est la science qui doit primer et guider nos choix. Dans ce cas-ci, je pense que le Canada doit cesser d'exporter de l'amiante chrysotile», a-t-il dit en faisant référence à des études — contestées par l'industrie du chrysotile — qui font état de dangers pour la santé.

«Je sais ce que ça veut dire pour Thetford Mines et les Cantons-de-l'Est, a poursuivi le chef libéral. On doit travailler avec la région pour trouver une alternative à cette production. C'est une décision politique difficile, mais il faut être clair: le Canada doit se retirer de la production de cette matière dangereuse.»

Michael Ignatieff estime que le gouvernement fédéral peut jouer un rôle pour recycler les travailleurs de cette industrie et

aider la région le temps d'une transition. «Les producteurs de tabac de l'Ontario ont réussi à profiter d'une aide gouvernementale pour changer de production. On peut faire la même chose ici», a-t-il dit.

## En perte de vitesse

Selon Ressources naturelles Canada, le pays oscille entre le troisième et le cinquième rang mondial des producteurs de chrysotile, derrière la Russie et la Chine. Néanmoins, cette industrie est en perte de vitesse, alors que plusieurs pays ont banni ce produit. Les exportations canadiennes de chrysotile ne sont plus que la moitié de ce qu'elles étaient en 1997.

Près de 99 % de la production actuelle mondiale d'amiante est composée de chrysotile. Les défenseurs de cette fibre soutiennent qu'elle ne pose aucun problème de santé, contrairement aux anciennes formes d'amiante utilisées avant les années 80.

Selon Ressources naturelles Canada, environ 90 % du chrysotile produit à l'échelle mondiale entre présentement dans la fabrication de produits de construction en amiante-ciment comme des conduites pour la distribution de l'eau et l'évacuation des eaux d'égout, des tôles ondulées pour les toits et des bardeaux de recouvrement pour les édifices. Le chrysotile est aussi utilisé dans la fabrication de produits de friction, comme les garnitures de freins et les garnitures d'embrayage (7 % de l'utilisation mondiale), et dans la fabrication de produits textiles, de vêtements et de divers autres produits (3 % de l'utilisation mondiale).

Le Devoir

## L'ouragan Bill dans les Maritimes: plus de peur que de mal

BAHADOR ZABIHIYAN

L'ouragan Bill ne semblait pas avoir causé autant de dommages que prévu lorsqu'il a touché, hier, la côte atlantique de la Nouvelle-Écosse.

Rétrogradé en catégorie 1, il a toutefois occasionné de fortes pluies, des vents violents, des coupures d'électricité et a également forcé l'annulation de plusieurs activités, ainsi que certains vols dans la région.

De plus, des branches d'arbres ont été arrachées à Halifax et ailleurs dans la province, où plusieurs inondations localisées ont également été signalées, hier soir.

Le Centre canadien de prévision des ouragans a déclaré que Bill devrait être rétrogradé au rang de tempête tropicale lors de sa progression au-dessus des eaux plus froides de Terre-Neuve.

Hier, il semblait en fait que le plus gros problème occasionné par l'ouragan Bill aurait été les maux de tête que plusieurs badauds ont donnés aux autorités en voulant observer de près le



À Cow Bay en Nouvelle-Écosse, des badauds observent les énormes vagues provoquées par l'ouragan Bill, rétrogradé en catégorie 1.

phénomène météorologique en dépit des avertissements leur enjoignant de s'éloigner des côtes.

La ministre responsable des mesures d'urgence de la Nouvelle-Écosse, Ramona Jennex, a quant à elle affirmé que les résidents de la province semblaient avoir pris les mesures appropriées.

Hier après-midi, l'œil de l'ouragan était situé à environ 640 km de Terre-Neuve et se déplaçait en direction du nord-est à 56 km/h, avec des vents pouvant atteindre 120 km/h.

On s'attend à ce qu'il cause encore des dégâts aujourd'hui, en provoquant des chutes de pluie abondantes (jusqu'à

20 centimètres) et des vagues pouvant atteindre dix mètres.

Malgré tout, le premier ouragan de la saison a causé plus de peur que de mal: aucune victime n'est à déplorer au Canada.

Aux États-Unis, plusieurs personnes portées disparues ont toutes été retrouvées hier dans l'État du Maine après avoir été emportées par une grosse vague consécutive au passage de Bill, sur une plage du parc national d'Acadia.

Mais l'alerte a été levée sur les côtes du Massachusetts et sur l'île de Martha's Vineyard, où le président Barack Obama est arrivé dans la journée d'hier pour quelques jours de vacances en famille. Bill a en effet contraint le chef de la Maison-Blanche à reporter son arrivée de quelques heures, mais toute la famille présidentielle est arrivée hier pour prendre pour prendre quelques jours de repos dans une luxueuse maison.

Le Devoir  
Avec l'Agence France-Presse, Associated Press, La Presse canadienne et Reuters

Sondage La Presse canadienne-Harris-Decima

## L'environnement tient à cœur aux Canadiens

JULIAN BELTRAME

Ottawa — Les Canadiens ne veulent pas que les gouvernements se servent de la récession pour réduire leurs efforts pour protéger l'environnement et combattre le réchauffement climatique, indique un sondage.

Le sondage La Presse canadienne-Harris-Decima révèle que, sur cette question clé, 67 % des répondants estiment que l'environnement et les problèmes économiques ont une importance égale. Et seulement 26 % des répondants croient

qu'au contraire, l'environnement devrait passer au second plan.

Ces opinions sont généralement partagées au sein de la population canadienne, et ce, peu importe le sexe, le revenu annuel, l'affiliation politique ou le lieu de résidence. Toutefois, les hommes, les partisans conservateurs et les Canadiens vivant dans l'ouest du pays ont tendance à dire que l'économie est prioritaire.

Cependant, même parmi les Canadiens affiliés au Parti conservateur, une majorité de 53 % d'entre eux pense que l'éco-

nomie ne devrait pas prendre le pas sur l'environnement.

De plus, une majorité des répondants estime que le gouvernement n'en fait pas assez pour l'environnement, et 74 % d'entre eux croient que les mesures prises par Ottawa à ce sujet ne vont pas assez loin.

Le vice-président de la firme de sondage Harris-Decima, Jeff Walker, affirme que les résultats sont surprenants puisque, normalement, en temps de crise économique, les enjeux qui n'y sont pas liés sont souvent mis en veilleuse.

Le sondage, réalisé grâce à une enquête téléphonique omnibus, a été effectué auprès de près de 1000 Canadiens dans la dernière semaine du mois de juillet. Sa marge d'erreur est de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

L'enquête révèle également que les Canadiens sont plus nombreux à vouloir protéger l'environnement puisque 73 % des personnes interrogées disent faire plus de gestes en faveur de l'environnement qu'il y a un an.

La Presse canadienne



UN BLOGUE COLLECTIF  
DES JOURNALISTES DU DEVOIR  
CARNETSDUDEVOIR.COM

# ÉCONOMIE

PORTRAIT

## Cycles Devinci: le salaire de la ténacité

Malgré des débuts difficiles, Félix Gauthier a réussi à décrocher le contrat des Bixi. Prochaines étapes: Boston et Londres.

CLAUDE TURCOTTE

Cycles Devinci, c'est beaucoup l'histoire de vélos qui viennent de loin, sur lesquels deux étudiants ont commencé à «pédaler» en 1987 à Chicoutimi. Félix Gauthier, un jeune entrepreneur de 26 ans, a pris le relais en 1990 sur une route où les vents contraires étaient beaucoup plus forts qu'il ne s'y attendait. La ténacité, qui lui a fait surmonter tous les obstacles, lui aura permis aussi d'obtenir le contrat pour la fabrication du Bixi, ce vélo urbain qui, après avoir séduit Montréal, est en voie de conquérir d'autres clientèles ailleurs dans le monde.

Félix Gauthier se souvient fort bien de ses débuts comme propriétaire de Cycles Devinci à l'automne 1990. Cette firme avait été fondée par deux étudiants, l'un en génie mécanique, l'autre en design industriel, qui tous deux avaient une passion pour le vélo, pour les outils et pour l'aluminium, un métal qui ne se corrode pas, qui est très malléable et qui est «un mythe» dans la région du Saguenay où Alcan est installée depuis longtemps et contribue grandement à l'économie locale. Pour sa part, le jeune Gauthier s'intéressait davantage à l'immobilier. Après le décès de son père, qui lui a laissé «des sous en héritage», il acquiert une participation de 50 % dans Cycles Devinci. «Sans savoir dans quoi j'embarquais, j'ai frappé un mur en béton armé», raconte-t-il.

Au moment de l'acquisition, il savait que cette petite entreprise était fort mal en point et qu'elle n'avait plus de clients, et aucun employé. Six mois plus tard, il devait apprendre que 800 cadres de vélos qui avaient été vendus antérieurement présentaient un défaut de fabrication et que sa compagnie en était responsable. L'abandon pur et simple aurait pu être une solution bien compréhensible, mais la fierté l'a emporté. M. Gauthier a fait appel au Centre de recherche d'Alcan, où on lui a expliqué que le traitement thermique des pièces d'aluminium à souder ensemble avait été mal fait. Il y avait une recette précise à suivre, ce qui requerrait un four d'une valeur de 100 000 \$. «A défaut d'avoir l'argent, on l'a fabriqué nous-mêmes, nous avons restructuré notre procédé de fabrication et tous les cadres défectueux ont été remplacés.» Pour le nouveau propriétaire, c'était une question d'honneur: il a préféré prendre des garanties financières personnelles pour respecter les clients qui avaient fait l'achat de vélos de luxe. «Mon comptable m'avait dit de tout laisser tomber, j'ai changé de comptable», ajoute-t-il.

A partir de 1993, M. Gauthier a commencé à monter un réseau de distribution au Québec avec un noyau d'une douzaine de détaillants à Rimouski, Québec et Montréal, mais n'étant pas prophète en son pays, il n'a trouvé aucun détaillant au Saguenay. Il lui a fallu surmonter toutes sortes de défis, entre autres celui d'importer des composantes, des moyeux du Japon, des jantes de France, etc. L'assemblage se faisait à Chicoutimi. En 1993, le chiffre d'affaires était de 370 000 \$, avec une progression constante chaque année pour en arriver à 1,8 million en 1996 par la vente de 1300 vélos. «On doit se refaire tous les ans pour présenter nos produits dans les salons spécialisés. On prend les commandes, et après on fabrique.» Cycles Devinci produit des vélos pour ses propres marchés, mais il en a fait aussi pour d'autres compagnies à Toronto et Montréal.

### Construire un vélo «instrumenté»

En 1995, il a racheté la participation du fondateur, même si les marges de profit étaient minces. «Il faut respecter les règles du marché en espérant que ça va fonctionner», se disait l'entrepreneur. Alors qu'il était encore traumatisé par sa mauvaise expérience du début, sa préoccupation pour la solidité de la structure des vélos l'a incité à mettre en place une division de recherche et développement. Jusque-là, on mettait des modèles théoriques dans les logiciels de simulation, mais «les résultats étaient assez aléatoires». Avec l'aide du Centre québécois et de développement



Félix Gauthier, propriétaire de Cycles Devinci, dans son usine de Saguenay avec un Bixi version brute.

PHOTO FOURNIE PAR DEVINCI

«Mon comptable m'avait dit de tout laisser tomber, j'ai changé de comptable»

de l'aluminium, il a pu établir un partenariat avec le département de génie acoustique de l'Université de Sherbrooke en vue de faire «un vélo instrumenté». Des capteurs sont installés à plusieurs endroits sur un vélo, lesquels fournissent des données sur les charges de la structure. Cela a permis de pousser les limites de la résistance et de la durée de vie de l'aluminium. S'appuyant sur de telles informations techniques, M. Gauthier pense que la durée de vie d'un Bixi serait de 15 ans.

«Je voulais conquérir le monde», lance cet entrepreneur avant d'avouer qu'il a perdu 1,2 million en frais de vente en parcourant les salons aux États-Unis pendant cinq ans. «Le réseau canadien supportait ça. Nous avons révisé notre stratégie en voulant devenir une meilleure compagnie canadienne par les prix, les produits et le service après-vente. Nous avons pris de la maturité. Notre attitude est de voir les détaillants comme une grande famille.» Il faut offrir une diversité d'approvisionnement et de fabrication. Les prix des vélos qu'il vend varient entre 500 \$ et 9000 \$. Des vélos pour la route, pour la montagne et des vélos hybrides. Cette année, il offre 70 modèles différents. Cette entreprise crée 55 emplois sur une base annuelle, et jusqu'à 80 en période de pointe.

L'an dernier, son chiffre d'affaires a dépassé les 10 millions, provenant de la vente de 20 000 vélos, soit 10 000 assemblés dans l'usine de Saguenay et 6000 importés. Le marché est à 95 % canadien, dont un peu moins de 40 % au Québec. Et cette année? Il y aura encore la vente de 20 000 vélos,

plus 8500 Bixi. Et le chiffre d'affaires? «Plus de 10 millions», répond M. Gauthier, tenu au sceau de la confidentialité en ce qui concerne le contrat de Bixi, qui relève de la société en commandite Stationnement de Montréal. Monter 8500 vélos Bixi représente 17 emplois à temps plein pendant un an pour cette PME du Saguenay, à qui il faut quatre heures pour assembler un tel vélo, sur lequel son nom n'apparaît pas. Cela assure quand même à Cycles Devinci une grande visibilité et des contrats nouveaux, pour l'instant à Londres et à Boston. En tout cas, il se dit très fier de voir ces vélos circuler dans les rues de Montréal. Le seul problème qu'il a trouvé dans les Bixi en service a été le panier qui, au départ, avait été conçu pour supporter un poids de 8 kg. On a modifié le panier pour qu'il supporte une charge de 16 kg.

Michel Dallaire, qui a été architecte et maître d'œuvre de Stationnement de Montréal pour le projet Bixi, confirme que la société a choisi cette entreprise pour la fabrication du vélo nouveau parce que celle-ci avait l'expertise, l'expérience, les ingénieurs et les équipements nécessaires pour le faire et pour assumer les responsabilités, les exigences et les garanties demandées par les clients. Il souligne que plusieurs autres entreprises contribuent au succès du projet, notamment les Industries Fournier et CIF Métal de Thetford Mines, 8D Technologies et Moltec de Montréal.

M. Dallaire revient à peine d'une visite de deux jours à Londres où le Bixi a trouvé preneur. Quelques modifications y seront apportées. On inversera les freins, ce qui implique aussi un changement dans les câbles. Il y aura aussi des couleurs et un traitement graphique différent de



SOURCE DEVINCI

Les prix des vélos vendus par Cycles Devinci varient entre 500 \$ et 9000 \$.

ceux du modèle montréalais. En revanche, à Boston on adopte le Bixi de Montréal tel qu'il est. Enfin, au cours des quatre derniers jours, le Bixi a été en démonstration au cœur de la ville de New York, sur l'île de Manhattan.

Le Devoir

## Contraste marqué entre le prix du pétrole et celui du gaz naturel

MARINE LAUCHEZ

New York — Les prix du gaz ont chuté à leur plus bas niveau en sept ans la semaine dernière aux États-Unis en raison d'une offre surabondante sur le continent américain, un fort contraste avec le pétrole dont les prix flambent à nouveau.

Le coup fatal a été porté par le rapport hebdomadaire sur l'état des stocks de gaz naturel aux États-Unis, publié jeudi par le département à l'Énergie: le prix du contrat de référence est alors tombé sous les 3 \$ à la clôture face à une nouvelle hausse des réserves.

À 2,945 \$ par MBTU (million d'unités thermiques britanniques; 1 MBTU égale 27,6 mètres cubes), les prix ont enfoncé un

plancher symbolique qui tenait depuis 2002. Ils sont bien loin des records de juillet 2008, lorsqu'ils avaient atteint 13,57 \$ par MBTU.

La différence entre les prix du gaz et ceux du pétrole n'a jamais été aussi élevée: le baril de light sweet crude évoluait vendredi à son plus haut niveau depuis octobre, touchant plus de 74 \$, soit deux fois plus qu'au mois de février.

À la différence de l'or noir, le gaz n'est pas facilement transportable, bien qu'un peu plus sous sa forme liquide (GNL, gaz naturel liquéfié). Son marché est sensible à des facteurs différents de ceux du pétrole, notamment des facteurs régionaux, alors que celui du pétrole est plus mondialisé.

«Parce que le marché améri-

cain est essentiellement national, il est moins influencé par la valeur du dollar, les échanges internationaux et les cours du fret», explique Phil Flynn, de PFG Best Research.

Or, l'affaiblissement marqué de la monnaie américaine, la demande en provenance d'Asie et la baisse des prix du transport du pétrole se sont révélés positifs pour l'or noir ces derniers mois. Les prix du gaz à New York reflètent eux la situation du marché nord-américain. Or aux États-Unis «les stocks de gaz naturel sont à des niveaux records, si bien que la tendance à la baisse a envahi les marchés du gaz», expliquent les analystes d'UBS dans une note.

Par contraste, les prix du gaz sont plus élevés en Europe, in-

fluencés en grande partie par les aléas d'approvisionnement du marché par la Russie, qui fournit un quart de la consom-

«La demande est tellement faible et l'offre si abondante que les installations de stockage sont bondées»

«La demande est tellement faible et l'offre si abondante que les installations de stockage sont bondées», ajoute John Kilduff de MF Global.

«Les producteurs américains ont diminué le nombre d'installations de forage pour les nouvelles sources de gaz de plus de moitié depuis septembre 2008, mais la production des installa-

tions existantes continue d'augmenter», poursuit Paul Dales, de Capital Economics.

La consommation, elle, a fortement baissé, «en particulier chez les clients industriels», conséquence de la récession, ajoute l'analyste. S'ajoute à cela un été plutôt doux, qui réduit les besoins en gaz pour la production d'électricité nécessaire aux climatiseurs.

Autre élément clé, qui s'inscrit dans le long terme, la découverte de nouvelles techniques dites «non conventionnelles» pour extraire le gaz naturel des sous-sols américains: le gaz extrait du schiste devrait peser sur

les prix un long moment.

Selon le rapport annuel sur l'énergie du géant pétrolier BP, la production de gaz aux États-Unis a crû de 7,5 % en 2008, soit «10 fois plus que la moyenne des dix années précédentes, et la plus forte croissance en volume jamais enregistrée».

L'«excès» actuel «était considéré comme inimaginable il y a à peine cinq ans, lorsque le monde pensait que la production américaine de gaz avait atteint un pic», rappelle Phil Flynn.

Il reste tout de même un espoir de retournement du marché, selon les analystes: la différence de prix entre le gaz et le pétrole pourrait, à terme, tourner en faveur du premier.

Agence France-Presse

## ÉDITORIAL

## Rentrée scolaire

## Sus à la morosité!

Maintenant que parents et enfants, fébriles, mettent la dernière main aux préparatifs annonçant la rentrée scolaire, la classe politique s'affaire à chloroformer une part de l'enthousiasme lié à cette saine agitation en brandissant — encore! — le spectre du décrochage scolaire.

Il est essentiel d'en parler, assurément. D'affligeantes statistiques, selon lesquelles le tiers de nos élèves quittent l'école sans diplôme, suffisent à le rappeler. Parti québécois et Action démocratique du Québec ont profité récemment de leur respectueux grand-messe pour claironner que le décrochage était un «drame national» (Pauline Marois) et que la réforme de l'éducation ne préparait pas «les jeunes à la vie» (le candidat à la direction de l'ADQ, Eric Caire). Lancinant et douloureux message de la rentrée. Un tonifiant avec ça?

En faisant de la réussite à l'école un thème de première importance, les partis d'opposition non seulement ont l'intérêt des élèves à cœur, mais ils jouent surtout de l'archet politique, sachant fort bien que la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, doit révéler sous peu un très attendu plan d'action pour combattre le décrochage.

Si nécessaires soient-elles, ces secousses politiques occultent une part essentielle du recommencement scolaire, qui concerne à la fois les enfants, les parents et la direction d'une école, son personnel de soutien, les enseignants et les professionnels qui y déboulent: l'emballage pour la reprise de l'école, la douce ivresse et la trépidation des premiers temps, l'envie de faire d'un dossier vierge une possible histoire à succès. La morosité, qu'on se le dise, se marie mal à l'ardeur et au zèle.

Justement pour contribuer à l'enthousiasme de la rentrée, les curieux et les optimistes voudront feuilleter une étude tout juste publiée par le C.D. Howe Institute sur les facteurs de succès à l'école. Déboulonnant les mythes, le professeur d'économie David Johnson, de la Wilfrid Laurier University, y soutient que le milieu socio-économique d'un élève et la scolarité de ses parents ne peuvent à eux seuls prédire ses chances de réussite.

Vouant à contre-courant, l'auteur a remonté la filière des résultats des écoles publiques de l'Ontario pour comprendre les individus croisés sur la route de l'enfant faisaient toute la différence, peu importe le milieu: un bon prof, un directeur dynamique, un surveillant disponible, une psychologue à l'écoute.

Ainsi, une école d'Oshawa qui, selon les critères habituellement observés, aurait dû obtenir des performances bien en deçà de la moyenne nationale obtint une cote vraiment supérieure, ce qui força les observateurs à ausculter ses manières de faire. Au nombre des formules inédites imaginées par une direction pour voguer contre l'échec, celle-ci, lumineuse: faire du professeur d'éducation physique, chouchouté par les élèves, également le responsable de la bibliothèque, plaçant dans l'esprit des jeunes la lecture d'un livre au même glorieux rang qu'un après-midi au gymnase.

Cette analyse prend le revers du désenchantement ambiant, souligne les efforts de certains individus avec certains enfants dans certaines écoles, révèle les succès, déterre les faux pas. Elle montre surtout que les programmes miracle appliqués à l'ensemble d'une population sans distinction ne tiennent pas compte de l'essentiel: que des êtres humains, appelés à faire, pour le meilleur ou pour le pire, toute la différence dans la vie d'un enfant, en seront les premiers maîtres.

machouinard@ledevoir.com

## Évasion fiscale

## La carte d'UBS

Le voile qui entourait le secret bancaire s'effiloche quelque peu. Après l'accord historique passé entre les États-Unis et la Suisse, sur fond d'Union des banques suisses (UBS), des mandarins de l'Agence canadienne du revenu s'accrètent à amorcer des discussions avec UBS consacrées aux citoyens canadiens suspects d'avoir camouflé des millions de dollars de revenus. Quoi d'autre? Dans le courant de la semaine, Français et Suisses vont signer un traité de coopération favorisant un échange d'informations considérées jusqu'ici comme délicates après que le Liechtenstein et le Royaume-Uni eurent signé le leur. S'il est prématuré de claironner la mort du secret, celui-ci n'en est pas moins ébranlé. Revenons à UBS.

Au cours des prochaines semaines, le plus puissant des établissements suisses va communiquer les noms de 4400 Américains ayant «planqué» 18 milliards dans ses coffres. C'est moins, beaucoup moins que les 15 000 souhaités, mais grâce à cette liste, une officine du revenu des États-Unis peu connue du grand public — l'Offshore Identification Unit — va pouvoir affiner, compléter la carte de l'évasion fiscale qu'elle compose depuis des mois. Qu'on se le dise: cette carte est devenue le cauchemar des avocats, courtiers et autres intermédiaires qui sont les principaux acteurs, les mécanos de la fraude fiscale.

Car l'impôt américain ainsi que le ministère de la Justice entendent remonter tout le réseau de professionnels gravitant autour de la planète UBS. Non seulement ça, mais ils se promettent de partir à la chasse aux boutiques financières qui s'étaient greffées à UBS. Enfin, ils se sont dits d'ores et déjà en mesure d'attaquer un autre mastodonte de la place suisse: Crédit suisse. Rien de moins.

Outre le fait que cette carte de riches Américains et les métiers qui font leur miel du détournement d'impôt, elle est propre à causer des maux de tête aux Canadiens, aux Britanniques, aux États-Unis et autres ennemis de l'impôt. En effet, entre les ententes établies entre membres de l'OCDE, les traités bilatéraux et les récents engagements pris lors du sommet du G20 à Londres au printemps dernier, les limiers américains vont fournir à ces pays une foudre d'informations, certaines ayant déjà été acheminées à qui de droit.

L'objectif du combat amorcé par les administrations nommées en collaboration avec le FBI est double. À court et à moyen terme, les États-Unis souhaitent rapatrier les 100 milliards qui, selon la Banque mondiale, ont été dissimulés dans les paradis fiscaux et traduire devant les tribunaux tous ceux et celles qui ne se seront pas inscrits au «programme de dénonciation volontaire». À long terme, ils voudraient présider à la mise en berne du secret. C'est du moins ce que les autorités affirment.

Mais comme il y a loin de la coupe aux lèvres, comme cette histoire n'est pas exempte d'hypocrisie, on peut douter de leurs intentions. À preuve, et sans parler de la complaisance manifestée à l'égard des îles Caïmans et des îles Vierges: l'État du Delaware, où les sociétés bénéficient d'une taxe fixe au montant ridicule.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



REPRISE

## L E T T R E S

## L'autre comme soi

Lorsque quelqu'un vous aborde dans la rue, faites-quel que vous oreille tout en continuant votre chemin?

Un homme en chemise bleue, pantalon sable, loafers aux pieds vous demande l'heure, avenue Bernard à l'ouest de l'avenue du Parc: vous entendrez sa demande, vous lui direz donc l'heure, car si vous n'avez pas de montre, votre téléphone portable est toujours sur vous.

En sortant du bureau, vous tombez sur une famille mexicaine en vacances (ils ont eu leur visa à temps) qui cherche le «Montréal souterrain». Vous souriez et leur désignez l'entrée du métro McGill, eh oui, c'est ça... Vous embarquez dans votre voiture.

Arrivé à la maison, vous constatez, votre douce moitié vous le fait remarquer, que vous êtes chargé des faits de la soirée... Vous vous rendez donc à la sonnerie avenue du Parc. En sortant de celle-ci, un être hirsute et sale vous demande d'une voix nasillarde et insistante si vous pouvez l'aider. Vous continuez votre chemin, sans lui répondre, ni le regarder.

Cela fait un temps que j'observe la chose, j'en ai même accosté quelques-uns, curieux de savoir pourquoi ils ignorent ceux qui ne sont pas de leur tribu, pourquoi ils ne sont pas capables de reconnaître la présence d'un autre être humain, qui leur parle de surcroît.

La réponse de ces hommes et de ces femmes est risible, ils ne l'avaient pas vu ou autres vécues; ils cafouillaient, certains s'offusquent, soudain démunis devant leur grotesque.

Pourquoi ces bourgeois d'un certain âge, professionnels, prospères normatifs (l'ac-

coutrement, la voiture, le lieu de résidence), car se sont exclusivement eux que j'ai vu agir de la sorte, ne sont-ils pas capables d'expliquer leur non-reconnaissance d'une partie de la population? Sont-ils en autarcie? Ont-ils peur de la différence?

Il n'est pas ici question de donner de l'argent ou de la nourriture à qui que ce soit, n'allons pas trop vite. Il s'agit seulement de reconnaître la présence d'une personne qui nous adresse la parole, de la regarder et de lui répondre, ne serait-ce qu'un simple NON. C'est possible, Mesdames Messieurs, je le fais plusieurs fois par jour.

Dites-moi, êtes-vous lâches à ce point?

Martin Beaulieu

Montréal, le 20 août 2009

## Lamontagne accouche d'une souris!

Le texte de Christian Lamontagne, «Pour l'aggiornamento du Québec», publié dans *Le Devoir* du 19 août, ne convaincra personne, pour la bonne raison qu'il n'a aucun destinataire! Son *aggiornamento* du Québec ou la mise à jour de la question nationale québécoise, dont il s'imagine peut-être qu'il est le premier à avoir lancé l'idée, ne peut pas s'adresser à un lieu physique, à un lieu géographique. Alors, est-ce auprès des membres du Parti québécois qu'il pense trouver une oreille ouverte à sa proposition? Et croit-il que la direction de ce parti est mûre pour accepter une révision complète de son programme? Sinon, qu'espère-t-il des nationalistes, qu'ils soient d'obédience indépendantiste, souverainiste ou autonomiste? Et si ce n'est pas seulement vers eux qu'il se tourne, at-il l'intention d'en demander autant au camp adverse? Au camp fédéraliste?

Considère-t-il que les partisans de cette option sont capables eux aussi d'envisager une remise en question de leur credo?

Ce goût du consensus (nous sommes tous dans le même engin à flotter dans le même univers) caché derrière ces appels répétés à la mobilisation, au changement, au mouvement, malgré ses bonnes intentions, ses vœux pieux, sa logique de parangon de vertu, n'a jamais relevé que d'une longue lassitude, d'une terrible fatigue intellectuelle, d'un esprit défaitiste. Combien de fois faudra-t-il le dire: l'indépendance du Québec n'est pas qu'un simple article (même quand il en est prétendument le premier) d'un programme politique. La question nationale ne se résoudra pas d'elle-même, parce qu'on est tanné d'en parler ou parce qu'il y a d'autres questions à régler, plus importantes ou plus urgentes. Il ne suffira pas de faire un X à côté d'un «OUI» pour voir le Québec devenir un pays indépendant. Il se fera ni moins que d'une guerre. Tantôt larvée, tantôt violente. Le nationalisme muet et remué à travers les époques, quand l'identité d'un peuple ou d'une nation est en jeu.

La question n'est pas tellement de savoir si la souveraineté se fera un jour ni s'il faut toujours continuer à croire qu'elle se réalisera: la question est simple: faut-il abdiquer? Faut-il cesser la guerre? Faut-il faire la paix? Dans ces conditions, que resterait-il à négocier? La négociation serait-elle seulement possible? Si l'on acceptait de faire partie définitivement du Canada, la question nationale serait-elle réglée? La guerre ne prendra pas fin grâce à l'aggiornamento. Elle finira quand les Québécois et les Canadiens en auront assez de la faire. Ce jour-là, le fait français en Amérique aura eu sa chance, mais survivra-t-il?

Denis Morin  
Lavaltrie, le 18 août 2009

## LIBRE OPINION

## L'anglo de Saint-Pierre

EAN HIGGINS

Journaliste qui vient de terminer un cours intensif de français à l'Université McGill

Que dois-je faire pour persuader les Québécois francophones de parler en français lorsque je m'adresse à eux?

Même si c'est, dans la plupart des cas, une politesse, il devient gênant pour un Anglo qui vient de finir un cours de français de plus haut niveau, quand il essaye d'utiliser la langue nationale du Québec, de constater qu'un francophone lui répond en anglais.

Je suis tout à fait d'accord avec ceux qui dénoncent le fait qu'il existe plusieurs entreprises sur le Plateau Mont-Royal, à Montréal, où on ne peut pas être servi en français, car le propriétaire ou les employés ne le parlent pas. Mais il est ironique qu'un anglophone soit dérangé par cet illogisme.

Pour échapper à mon agacement, j'ai développé quelques tactiques. L'une d'entre elles est très simple: je continue mon boniment en français, quoi qu'il arrive.

Par exemple, l'autre jour, je suis allé au bureau de la Régie de l'assurance maladie du Québec, afin de renouveler ma carte, après avoir vécu trente ans en Australie. J'ai commencé à parler en français, mais la dame m'a répondu en anglais. J'ai fait semblant de n'avoir entendu que du français. C'était une petite victoire: elle a finalement daigné me parler dans la langue nationale.

«Est-ce que vous avez un bail?», m'a-t-elle demandé. «Je ne sais pas, Madame. Attendez, je vais consulter Le Petit Robert pour trouver le mot "bail"... Le voilà! Oui, bien sûr, Madame, j'ai un bail.»

Comme journaliste, je tiens au principe qu'il faut gêner les fonctionnaires le plus souvent possible, et c'était amusant de déranger cette femme ayant une fonction officielle. J'ai fait la même chose quand je suis rentré une fois de New York. À l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, j'ai insisté pour parler avec les agents de l'immigration en français. Alors, ils m'ont emmené dans une salle d'interrogatoire et m'ont cuisiné pendant une heure, mais, à contrecœur, en français, la langue nationale du Québec.

Mais cette tactique est un tantinet trop agressive pour la soutenir dans la vie quotidienne. J'ai donc expérimenté d'autres stratégies. Quand, dans un dépanneur, par exemple, on m'a répondu en anglais, j'ai dit: «Désolé, Monsieur, mais je ne parle pas très bien l'anglais, car je viens d'Ukraine.»

C'était efficace, parce que rares sont ceux qui connaissent l'accent ukrainien. Aussi, en comparaison avec les Hollandais ou les Suédois, par exemple, il est crédible — grâce à la loi 101 — qu'un Ukrainien parle le français, mais pas l'anglais. Triste, mais personne n'a poussé la conversation pour me demander: «Comment c'est la vie en Ukraine?»

Donc, j'ai trouvé une autre stratégie, beaucoup plus satisfaisante. «Désolé, Mademoiselle, mais je ne parle pas très bien l'anglais; je viens de Saint-Pierre et Miquelon.» Je crois que cela va être plus utile pour développer des conversations avec les Québécois et Québécoises franco-phones dans les bars.

«Bien sûr, Mademoiselle, c'est un accent très étrange. Vous savez, nous descendons des Basques et des Bretons.» (J'ai trouvé cette explication sur Internet.) «Donc, Mademoiselle, même les Français de la métropole trouvent que c'est un accent bizarre.»

D'ailleurs, c'est un fait une erreur grammaticale, et que la Québécoise me corrige, on peut dire: «Mademoiselle, je trouve ça très intéressant; nous devons avoir quelques nuances en grammaire qui sont uniques à Saint-Pierre et Miquelon.»

J'ai l'intention de trainer avec moi un exemplaire du *Monde*, pour l'emporter aux bars, et — si j'en trouve un — un livre concernant Saint-Pierre et Miquelon avec beaucoup de grandes illustrations, pour rendre mon histoire plus crédible.

Comme ça, je pourrais aussi dire: «Alors, Mademoiselle, peut-être voudriez-vous me rendre visite pour voir cette excellente description de ces belles îles françaises où je vis? Je me présente: je m'appelle Alexis de Tocqueville.» Tout simplement — il faut le dire — pour pratiquer la langue nationale.

## IDÉES

Changement de nom de la rue Amherst

## Mièrre lutte pour transformer l'histoire

FABIEN LOSZACH

Docteur en sociologie de l'UQAM

**L**e débat revient de manière cyclique: faut-il débaptiser les rues honorant un personnage historique que notre modernité ne trouve plus honorable? La question refait surface après que le conseiller municipal indépendant Nicolas Montmorency a déposé deux motions au greffier de la Ville de Montréal: l'une visant à franciser le nom des rues de la ville, l'autre à renommer «la rue Amherst avec un nom plus respectueux de son histoire ainsi que des diverses communautés qui habitent son territoire». Pour ce dernier, c'est avant tout une question de valeur: il «est tout à fait inacceptable qu'un homme ayant tenu des propos soutenant l'extermination des Amérindiens soit honoré de la sorte».

## Pourquoi Amherst?

Jeffrey Amherst (1717-1797) était un officier anglais. En 1758, il prit la forteresse de Louisbourg aux Français avant de rejoindre James Wolfe pour la prise de Québec. Malheureusement, Amherst arrive trop tard et manque la bataille. En 1759, il est nommé commandant en chef des forces britanniques en Amérique du Nord et, par là même, chef des treize colonies britanniques. Après un an de préparation, il termine le travail entrepris par Wolfe et Monckton à Québec et prend Montréal mettant fin, par la même occasion, à la présence française en Nouvelle-France (mais pas en Amérique du Nord).

La victoire anglaise bouleversa l'équilibre des forces entre les différentes nations qui étaient autant de partenaires commerciaux sur le territoire nord-américain. Les Britanniques occupent désormais une position hégémonique et peuvent imposer leurs règles commerciales aux nations amérindiennes. Devant cette menace, plusieurs tribus s'unissent derrière le chef outaouais Pontiac et se révoltent en 1763.

Bien qu'il soit venu à bout des Français, Amherst ne parvient pas à mater la rébellion amérindienne. Découragé par une telle opposition, il écrit à un de ses officiers, le colonel Henri Bouquet, lui donnant instruction, si cela s'avère nécessaire pour vaincre les Indiens, de leur distribuer des couvertures contaminées par la petite vérole. «You will do well to try to inoculate the Indians by means of blankets, as well as every method that can serve to extirpate this execrable race.» [Vous veillerez à infecter les Indiens en utilisant des couvertures souillées, de même que tout moyen pouvant contribuer à éradiquer cette race répugnante.] Henri Bouquet n'a pourtant pas à aller jusque-là: entre-temps, les deux camps ont amorcé des négociations.

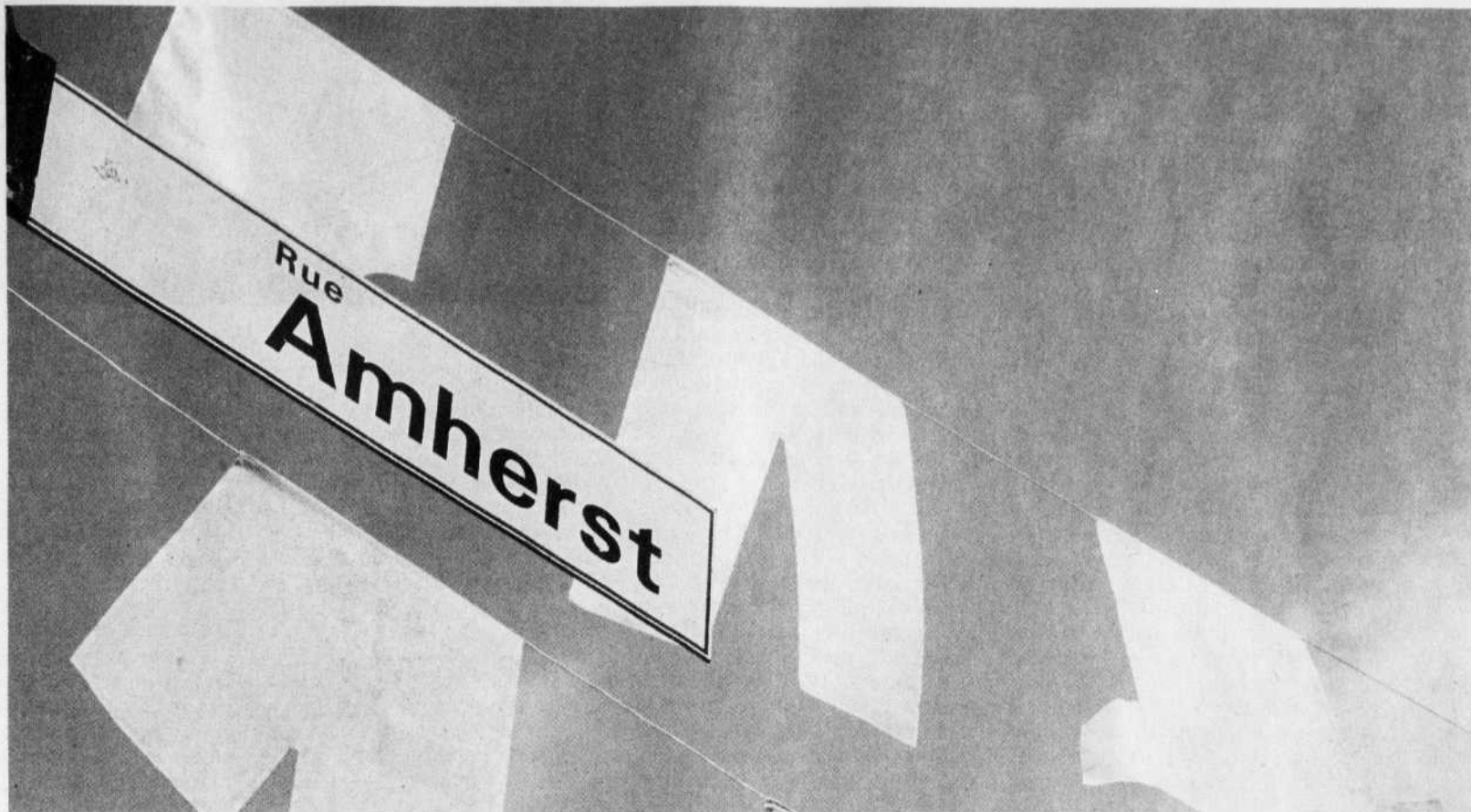
## L'importance de la nuance en histoire

Dans un article du quotidien *The Gazette*, Francis Flavin, collaborateur au *Historical Journal of Massachusetts*, s'interroge sur l'influence d'Amherst dans l'extermination des autochtones. Pour M. Flavin, «Amherst a discuté avec le colonel Henry Bouquet de l'idée de provoquer une épidémie de variole en distribuant des couvertures exposées à la maladie au sein de tribus indiennes qui leur résistaient». Amherst détestait les Amérindiens. «Son intention d'éradiquer les autochtones [était] claire, mais la mise en pratique de cette volonté ne [l'était] pas.» (*The Gazette*, 12 août 2009, «Amherst St. needs name change: councillor»).

L'historien Denis Vaugeois, interrogé à la radio de Radio-Canada, précise qu'Amherst n'a rien inventé, puisqu'il était plus ou moins courant à l'époque d'inoculer la variole pour décimer des populations. Amherst ne mérite donc pas ce sobriquet, que ses détracteurs lui ont donné avec tant de nuance, d'«inventeur de la guerre bactériologique».

## L'importance du spectacle en politique

Peu importe ces précautions et ces nuances historiques, pour les redresseurs de torts, les fossoyeurs de l'histoire, et ceux qui veulent la laver plus blanc que blanc, la cause est entendue. Dans sa motion déposée au greffier de Montréal, Nicolas Montmorency écrit que «Jeffrey Amherst est à l'origi-



Jeffrey Amherst, officier anglais que l'on a honoré en donnant son nom à une rue de Montréal, a tenu des propos soutenant l'extermination des Amérindiens.

ne de l'un des premiers génocides bactériologiques en terre d'Amérique», ce qui est historiquement faux. Il est suivi de près, dans cette course à l'approximation et aux demi-vérités, par la candidate à la mairie de Montréal, Louise O'Sullivan, qui déclare: «Il y a eu une épidémie de variole causée par cette personne. Il y a eu une injustice et il faut la corriger.» (*Radio-Canada*, 12 août 2009) Ici comme ailleurs, on aime l'histoire spectacle, les gros mots, les évidences, et les dichotomies, surtout quand les Anglais y enfilent l'uniforme des méchants.

## Cynisme?

On se demande toutefois si Louise O'Sullivan, Nicolas Montmorency et si les membres du groupe Facebook visant à changer le nom de la rue Amherst (Francisation des rues de Montréal/Rue Amherst) cherchent vraiment à réparer une injustice faite au peuple amérindien ou s'ils n'utilisent pas plutôt cyniquement cet argument pour venger l'honneur (au moins symboliquement) des francophiles qui se sentiraient encore humiliés par la cuisante défaite de 1760. Serait-il malhonnête de notre part de supposer que les indépendantistes québécois (qui soutiennent Nicolas Montmorency) reprochent plus à Amherst ses victoires militaires contre le roi de France que ces exactions à l'encontre des peuples autochtones?

## Une question de valeurs

Ces suppositions nous amènent à une question simple que l'on peut formuler ainsi: quels registres de valeurs ceux qui sont pour la débaptisation de la rue Amherst font-ils valoir en premier lieu pour justifier ce geste? Sont-ce les valeurs humanistes et le respect dû à tous les peuples ou plutôt la défense du fait français au Québec? Veut-on changer le nom de la rue Amherst parce qu'il représente une souillure dans la mémoire des peuples amérindiens ou parce qu'il représente l'envahisseur anglais?

Sur le groupe Facebook de la coalition, on trouve quelques éléments de réponse qui semblent aller vers la première hypothèse; on lit à propos d'Amherst que «bien qu'il s'agisse d'un personnage historique [...], la culture et l'histoire anglophones de Montréal ne doivent pas être injustement représentés par une personne ouvertement en faveur de l'extermination d'un peuple». On reproche au commandant ses ambitions génocidaires et dans un même mouvement fraternel, on tend la main à la population anglophone pour lui dire qu'elle mérite mieux comme représentant de son génie.

Il semble que pour défendre les droits des autochtones, il est des choses beaucoup plus urgentes à régler que de s'attaquer à des symboles, fussent-ils des noms de rue. Forcer le Canada à ad-

hérent à la déclaration des Nations unies sur le droit des peuples autochtones en est une, arrêter de massacrer leur écosystème pour nos besoins énergivores en est une autre (projet de la Romaine). Paradoxalement, il semble aussi que le symbole d'Amherst gêne beaucoup plus les indépendantistes que les premières nations. [...]

## Paravent du nationalisme

La demande de débaptiser la rue Amherst est en fait la deuxième motion déposée par Nicolas Montmorency au greffier de la Ville de Montréal, la première proposant «que la Ville de Montréal, dans l'utilisation du nom des rues et des lieux publics, cesse d'utiliser des expressions non francophones, à moins que le contexte ne le justifie et qu'elle s'assure de la francisation des noms de rues déjà injustement anglicisés [...]».

Cette motion cache mal une volonté hégémonique des défenseurs de la langue française qui veulent nettoyer la ville de toute son histoire anglaise. Le fait français ne sera réalisé que quand on aura lavé et expurgé totalement de la ville la langue de l'envahisseur. Face à cette rhétorique guerrière et revancharde, l'argumentaire qui vise à débaptiser la rue Amherst en raison de ses «actions» injustifiables à l'encontre du peuple autochtone ne pèse plus bien lourd; on a plutôt l'impression que cette coalition instrumentalise les victimes d'Amherst pour défendre une autre cause, soit celle du nationalisme québécois et de l'imposition de la langue française.

## Le politiquement correct

Au-delà des luttes identitaires, le cas de la rue Amherst témoigne de cette plaie qui contamine nos démocraties occidentales: le fléau du politiquement correct. Dans son Plaidoyer pour l'infamie, Michel Thévoz dresse les dix commandements de cette idéologie molle. Nous retiendrons ceux qui nous intéressent pour notre propos.

■ Tu respecteras les minorités et tu accorderas systématiquement ta bienveillance à celles qui sont méprisées ou persécutées.

■ Tu stigmatiseras à tout propos et même hors de propos les réflexions et les comportements racistes.

Le devoir de mémoire te sera une ardente obligation, ainsi que de repentance pour tous les crimes collectifs dont tu auras eu connaissance.

On pourrait suggérer un autre commandement à l'écrivain et historien suisse:

■ Tu n'hésiteras pas à changer l'histoire si les valeurs qu'elle véhicule entrent en contradiction avec les valeurs de la société contemporaine.

Le politiquement correct, c'est la tendance maladroite qu'ont nos sociétés à vouloir désespérément effacer de l'espace public le moindre signe

de négativité. Exit le mal, comme le rappelait le regrettable Philippe Muray, l'accidentel, la part maudite, la pulsion de mort, la violence libératrice, les différences. Les ennemis de la société sont montrés du doigt et dénoncés, il faut les éradiquer sur la place publique pour que triomphe le bien (jeunes inconscients, adeptes de *car surfing*, violence à la télé, tabagisme, pollution, xénophobie, homophobie, etc.). Le grand bien doit triompher et le mal doit disparaître, tout le mal.

## Vivre le tragique

L'histoire n'échappe pas à cette logique hygiéniste; Amherst détestait les Indiens, il était raciste et peu importe l'importance de contextualiser, peu importe si toute la population était sûrement raciste et dénigrait les Indiens à l'époque, il faut jeter Amherst au bûcher et le faire disparaître de nos métropoles culturelles (qui sont fondées, elles, sur des valeurs de respect, d'entraide, de fraternité?) et de l'histoire.

Philippe Muray avait raison de rappeler l'importance de savoir intégrer une part de négativité dans notre quotidien et de savoir vivre en bonne intelligence avec la mort, le mal, le péché. Le négatif (péché, part maudite, mal radical, accident), dit-il, «était l'élément constitutif de la pensée dialectique. En tant que négation de l'identité, il faisait exister l'être». [...]

Le sociologue Michel Maffesoli dans *La Part du diable* souligne aussi l'importance pour toute société de savoir conjuguer avec le mal «la part destructrice, celle de l'excès ou de l'effervescence, est cela même qui, toujours, précède une harmonie nouvelle». Il y a une «liaison organique du bien et du mal, du tragique et de la jubilation».

## Rappeler l'histoire

Vouloir faire concorder les valeurs véhiculées par les acteurs du passé et celles du présent est une hérésie. Si l'on devait changer tous les noms de rue rendant hommage à des hommes symbolisant des valeurs antithétiques à celles d'aujourd'hui, il faudrait peut-être changer tous les noms de rue. Pourquoi ne pas demander aux Français de changer toutes les places et rues Voltaires sous prétexte qu'il a fait des déclarations antisémites?

Rien de plus mièvrre que cette petite lutte pour transformer l'histoire, rien de plus pathétique que de vouloir transfigurer la mémoire des rues pour la faire concorder avec notre idéal du bien. L'historien Denis Vaugeois souligne à cet égard le besoin qu'a l'histoire d'être rappelée, dans sa négativité comme dans ses moments plus positifs. Il faut se souvenir de la terreur, du conflit, de la négativité. Il faut accepter l'histoire dans sa dimension tragique, il faut accepter le tragique de la vie, c'est notre seul destin.

## Lettre à la ministre de l'Éducation

## Le ministère s'illusionne sur la gouvernance des universités

HUBERT LAFORGE

Professeur, doyen et recteur (de l'Université du Québec à Chicoutimi) retraité

**M**adame la Ministre, Permettez-moi de revenir sur les volontés du gouvernement en matière de gouvernance des universités, alors qu'une commission parlementaire sur les projets de loi 38 et 44 s'annonce.

Ce que je lis sur la loi en préparation confirme mes craintes. Une université, on le sait, a échoué dans un montage financier préparé avec des milieux d'affaires [l'Université du Québec à Montréal]. On a pour cela blâmé la direction de l'établissement. Avec raison sans doute, mais, pour

être juste, il eût fallu aussi scruter les responsabilités de deux instances majeures: l'Assemblée des Gouverneurs du réseau de l'Université du Québec et le ministère de l'Éducation lui-même.

Pour prévenir de semblables mésaventures, vous proposez de confier à des personnes de l'extérieur la majorité des sièges à tous les conseils universitaires. Solution curieuse étant donné que, pour le cas mentionné, les milieux d'affaires étaient bien de l'extérieur. Mais il y a plus grave: sans rien améliorer, cette loi risque de freiner ce qui constitue le plus important facteur de dynamisme d'une institution universitaire. Je m'explique.

Y aurait-il l'avantage, dans les conseils d'administration, à une présence largement majoritaire de membres extérieurs? Pas vraiment, si je m'en tiens à ma longue expérience. Je ne me souviens

pas avoir observé (comme membre de conseils d'administration dans les rôles de professeur, doyen, recteur, président) que cette présence externe ait significativement aidé, la discrétion étant plutôt ce qui la caractérise. J'ai la conviction qu'avec ce projet de loi, les universités ne seraient pas mieux gérées et qu'il faudrait sans doute trouver de meilleures façons de faire connaître les besoins du milieu ou de tirer avantage de ses compétences.

Par cette loi, les universités risquent d'affecter le dynamisme et donc la qualité des universités. Il est largement reconnu que l'excellence (objectif représentant un défi énorme dans le monde d'aujourd'hui) de l'enseignement et de la recherche est fonction en tout premier lieu des exceptionnelles qualités et initiatives des profes-

seurs. Et ce sont eux en particulier qui, en se soumettant année après année à la vive compétition des subventions, apportent la majeure partie du financement de la recherche (ne pas oublier que le niveau de l'enseignement est en étroite relation avec celui de la recherche). Les sommes «gagnées» ainsi sur la concurrence représentent souvent le quart des budgets des universités, parfois même jusqu'à la moitié chez celles reconues comme les meilleures.

En réduisant sérieusement la place des professeurs dans les conseils, cette loi émettrait un mauvais signal. Ma conviction est que non seulement elle n'améliorerait pas la gouvernance, mais elle menacerait le plus puissant facteur du progrès d'une université: la motivation et le dynamisme de ses professeurs.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

**RÉDACTION Information générale et métropolitaine:** Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'Information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Desjardis (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Saucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Pajneau (pupitre); **Information politique:** Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzeiti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Levesque (reporter); **Information culturelle:** Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgaud-Côté (reporter), Paul Cauchon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (littérature), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); **Information économique:** Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'Information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre); **Information internationale:** Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'Information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Emille Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhière (Ottawa); **PUBLICITÉ** Julie Chretien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boly-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Douangmal, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Berubé (secrétaires); **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanis; **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lane Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion); **ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilaykova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## IGNATIEFF

SUITE DE LA PAGE 1

visa aux Mexicains et aux Tchèques en pleine période touristique et le laisser-faire d'Ottawa lors de la vente de Nortel à des intérêts étrangers.

«Je ne cherche pas d'élections, je cherche un bon gouvernement, j'accepte les résultats des élections d'octobre dernier. C'était la décision du peuple. Depuis décembre, j'essaie de faire fonctionner ce Parlement. Mais je suis face à un gouvernement qui refuse de coopérer sur plusieurs fronts», affirme-t-il.

Le chef libéral soutient qu'il neindra pas la décision de plonger le pays en élections uniquement en fonction de la réforme de l'assurance-emploi. (Même si pour l'instant, avoue-t-il, le comité libéral-conservateur qui se penche sur le sujet ne va nulle part.)

«Oui, il y a cette réforme très importante, puisqu'il y a 1,5 million de chômeurs, dit-il. Mais au mois de juin, j'ai aussi demandé un plan pour sortir de la dette. Je n'ai vu aucun plan. J'ai demandé quel était le plan pour réduire la pénurie d'isotopes et aider les gens qui ont besoin de traitements contre le cancer. Il n'y a aucun plan. Quelle est la vision pour aider à la restructuration de notre économie après la récession? C'est zéro. Alors, c'est ça le problème que j'ai. Je suis devant un gouvernement qui ne fait pas son travail. Qu'est-ce que je dois faire? Le maintenir en vie parce que les gens ne veulent pas d'élections? Ou alors le faire tomber et dire ce que je pense au fond de moi-même, c'est-à-dire que nous méritons mieux que ça. Je suis en réflexion.»

Il affirme que la balle n'est pas seulement dans son camp. «Ca ne dépend pas de moi. Ça dépend aussi de Duceppe et de Layton. Et même de Harper, qui a aussi des cartes à jouer.»

## Pas d'instabilité

Depuis quelques jours, les ténors conservateurs soutiennent qu'une nouvelle élection plongerait le pays dans une instabilité politique inutile alors que l'économie va mal. Appelé à commenter ce fait, Michael Ignatieff se redresse sur son siège, visiblement contrarié par ces attaques.

«Une élection ne créerait aucune instabilité, lâche-t-il. Écoutez, c'est moi qui ai permis d'éviter une instabilité politique lorsque Stephen Harper a déclenché une crise en novembre dernier avec un mauvais document économique. Quand je suis arrivé à la tête du Parti libéral, j'ai travaillé à cette stabilité. J'ai fait mes preuves. Pourtant, je n'ai jamais pas le gouvernement. Je n'aimais pas le budget. Mais on était en pleine crise économique et il ne fallait pas faire de petits jeux politiques. Nous avons forcé le gouvernement à produire un budget de stimulation économique. On a été responsables. Maintenant, nous sommes dans une situation différente. On peut avoir une élection sans menacer quoi que ce soit. On pourrait même dire que ce serait bon pour le pays, mais c'est une autre histoire. Il n'y a aucun problème de stabilité.»

Trois questions vont sans cesse tourner dans la tête de Michael Ignatieff d'ici à la fin du mois de septembre, dit-il. «Est-ce que ma formation politique est prête à aller en élections? Est-ce que c'est dans l'intérêt national de déclencher des élections? Est-ce qu'on peut continuer de travailler avec ce gouvernement?», énumère-t-il. «Ça me donne beaucoup de choses à réfléchir.»

Lors d'un entretien avec le *Globe and Mail* la semaine dernière, le ministre Jean-Pierre Blackburn a révélé que les conservateurs allaient demander un mandat majoritaire en cas d'élections cet automne. En 2006 et 2008, Stephen Harper s'était abstenu d'évoquer cette possibilité pour ne pas effrayer les électeurs. Mais les stratèges conservateurs estiment que les électeurs se sont habitués au gouvernement Harper et n'ont plus cette crainte.

Michael Ignatieff juge l'attitude conservatrice «arrogante». «C'est tout à fait ridicule de dire ça. À mon avis, personne au Canada ne croit que les conservateurs méritent une majorité. Il y a un déficit de 50 milliards de dollars et 1,5 million de chômeurs. Et je pense qu'on ne peut pas demander une majorité aux Canadiens. On offre un programme électoral, et les citoyens font leur choix. Mais dire que c'est dans l'intérêt des gens d'avoir une majorité conservatrice, c'est d'une ténacité.»

De plus, le Parti conservateur ne cache pas qu'il tentera de marquer des points politiques en soutenant que le Parti libéral et le NDP pourraient former une coalition avec l'appui du Bloc québécois si Michael Ignatieff prend le pouvoir de manière minoritaire. Le chef libéral rejette cette possibilité, affirmant que c'est lui qui a mis fin l'hiver dernier à la coalition négociée par son prédécesseur, Stéphane Dion. «Je ne suis pas contre des arrangements politiques entre partis pour faire fonctionner un Parlement minoritaire. Je suis prêt à négocier avec les autres partis pour faire avancer les projets législatifs. Mais, attention, j'ai toujours parlé d'arrangements, pas de coalition.»

Le Devoir

## Rectificatif

Une erreur s'est glissée dans les deux derniers paragraphes de l'article intitulé «Louise Harel ravit trois militants à Projet Montréal», publié le samedi 22 août 2009. Atim Leon et Frédéric Lapointe y étaient décrits comme des candidats au poste de maire d'arrondissement. En fait, MM. Leon et Lapointe sont candidats pour Vision Montréal au poste de conseiller municipal, respectivement dans les arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie et d'Ahuntsic-Cartierville.

## 1759

SUITE DE LA PAGE 1

(Septentrion, 2009). Pour Deschênes, 1759 n'a vraiment rien d'une année comme les autres qui marqueraient le passage en douceur de la colonie d'un empire à un autre. C'est même tout le contraire.

Quatre jours avant la bataille des plaines d'Abraham, le 9 septembre 1759, deux corps de rangers sous le commandement du major George Scott, totalisant 1600 hommes, débarquent à Kamouraska et à Montmagny pour détruire tout ce qu'ils trouvent sur leur passage. Les troupes britanniques ont déjà ravagé les fermes de la côte de Beauport, de Baie-Saint-Paul et de La Malbaie afin de couper Québec de toute source d'approvisionnement et de mettre fin au harcèlement que les habitants pratiquent contre l'armée anglaise.

«Je ne suis pas certain de savoir pourquoi, quelques jours avant la bataille des plaines, Wolfe fait mettre le feu aux fermes de la côte sud, dit Deschênes. Mais il n'avait pas caché son intention de «voir la vermine canadienne saccagée», de semer la «famine» et la «désolation», et même d'expédier en Europe le plus grand nombre possible de Canadiens. Chez ces derniers, on craignait la déportation.»

Plus direct que la plupart de ses collègues québécois, l'historien anglais Jonathan R. Dull n'hésite pas à écrire que Wolfe fit preuve de la même «cruauté» au Canada que celle qu'il avait manifestée dans la répression sauvage de la révolte écossaise de 1745-1746.

Pourtant, en ce début du mois de septembre, les choses vont mal pour les Anglais. Deux mois de siège n'ont guère donné de résultats. Le 24 juin, c'est pourtant une véritable armada de 250 navires, chargés de 15 000 marins, 2000 canons et 8500 soldats d'élite, qui arrivait au large de Québec. «Tout dépendait de la prise de Québec et du démantèlement de ce qu'Amherst voyait comme une gigantesque invasion destinée à concier les derniers défenseurs de la Nouvelle-France à Montréal», écrit l'Américain Fred Anderson. La ville est bombardée pendant deux mois, mais une première tentative de débarquement est vaillamment repoussée à Montmorency. Malade et déprimé, Wolfe n'a plus que quelques jours de sursis avant que les navires de l'amiral Saunders ne quittent le Saint-Laurent pour éviter d'y passer l'hiver.

## Un coup de poker

«Il suffisait de tenir encore un peu pour que Wolfe soit obligé de repartir, dit l'historien français André Zysberg. C'est alors que le général anglais tenta un coup de poker insensé en débarquant à l'Anse-au-Foulon et en escaladant la falaise avec 4500 hommes et des canons.» L'historien Gérard Saint-Martin évoque un «acte presque désespéré». Les détails de la bataille sont connus et ne prêtent guère à débat. Montcalm arrive aussitôt et décide d'engager le combat.

Le marquis n'a jamais connu la défaite. Pourtant, la journée du 13 septembre sera surnommée celle de «toutes les erreurs» par l'historien Guy



Mort du général Montcalm, estampe de Louis Watteau (vers 1760). La bataille des plaines d'Abraham est-elle le tournant de la Conquête?

Frégault. «On n'a jamais compris pourquoi Montcalm est sorti au lieu d'attendre tranquillement les renforts de Bougainville dont les troupes d'élite étaient stationnées à Cap-Rouge à 11 km, dit Zysberg. Ni pourquoi il a engagé la bataille en terrain découvert alors que ses miliciens ne connaissent pas ce combat traditionnel à l'europpéenne.»

Le combat à l'europpéenne, où les soldats avancent en rangées sur un terrain découvert, est une mécanique réglée au quart de tour qui ne souffre pas l'improvisation et que les soldats britanniques maîtrisent parfaitement. Wolfe avait tout intérêt à rechercher un tel affrontement. Au contraire, les miliciens canadiens habitués à la «guerre à l'indienne» se couchent dès que l'adversaire ouvre le feu. Ils courent dans tous les sens, ce qui rompt les rangs et crée un effet de pagaille.

La bataille fait 150 morts, 193 blessés et 370 prisonniers chez les Français. Les Britanniques ont 61 morts et 603 blessés. Ces chiffres font dire à André Zysberg que l'affrontement n'a pas pu durer seulement vingt minutes. «Je me demande toujours ce qui a déterminé le geste de Montcalm, s'interroge Charles-Philippe Courtois, professeur d'histoire au Collège militaire de Saint-Jean. Ce geste relevait-il du désespoir ou visait-il vraiment à empêcher les troupes de Wolfe de prendre position sur les plaines? On sent que la victoire tenait à peu de chose. Certes, à cause de la disproportion des forces, il était inévitable que la Nouvelle-France soit amputée, mais il demeurait certainement possible pour la France de conserver un noyau dur autour du Québec et de l'Ontario.»

La brièveté de l'affrontement a fait dire à plusieurs que la bataille des plaines d'Abraham n'avait été qu'une escarmouche sans grandes conséquences. Elle fait pourtant plusieurs centaines de morts, dont Montcalm et Wolfe, et entraîne quelques jours plus tard la capitulation de Québec où la population est affamée et découragée.

Cette capitulation aussi reste énigmatique. Certains historiens pensent que Ramezay aurait pu attendre des renforts puisque le gros des forces françaises, stationnées à Beauport, était toujours disponible. D'ailleurs, l'année suivante, venu de Montréal, le chevalier de Lévis, fort de 7000

hommes, remportera la bataille de Sainte-Foy. Les Britanniques iront se réfugier derrière les remparts de Québec en attendant des renforts. Lorsque, le 9 mai en fin de matinée, une frégate britannique est en vue de Québec, le sort de la colonie est vraiment scellé.

## Un non-événement?

«Si les Français avaient envoyé trois ou quatre frégates au printemps, on ne parlerait pas de défaite», dit Denis Vaugeois. Une flottille française de six bâtiments est bien partie de Bordeaux, mais elle sera interceptée et détruite dans la baie des Chaleurs. Pour Vaugeois, il faut réexaminer la place centrale accordée depuis longtemps à la bataille des plaines d'Abraham. «Ce n'est qu'une défaite entre deux victoires, celle de Montmorency et celle de Sainte-Foy, dit-il. On n'est même pas sûr que Montcalm a donné l'ordre de tirer. La grosse bataille a été celle de Montmorency. C'est là que les Anglais ont essayé leurs plus grandes pertes. L'année suivante, la bataille de Sainte-Foy dura trois heures, elle.»

Selon Vaugeois, qui se fait probablement un peu provocateur, la bataille des plaines serait une pure construction médiatique. «C'est un non-événement. Une construction des médias et de l'opinion publique britannique. Les gravures de l'époque exagèrent tout. L'affrontement a été grossi parce que Wolfe est mort au combat. On lui a littéralement fabriqué une mémoire. Au fond, Québec ne capitule pas à cause des plaines, mais parce qu'elle ne reçoit pas de ravitaillement.»

Historien de l'Assemblée nationale du Québec, Christian Blais n'est pas du tout de cet avis. Selon lui, la bataille des plaines d'Abraham reste le tournant de la Conquête. Conquête qui ne saurait d'ailleurs se résumer à un banal changement de régime puisque les Canadiens de cette époque se considéraient toujours comme des Français, même si leur identité canadienne était en construction. Des vieillards et des enfants ne s'étaient-ils pas portés volontaires pour défendre Québec?

«Il n'était pas écrit que Montcalm allait perdre, dit Blais. Au contraire. La population savait que le siège s'en venait. On s'y préparait avec tous les moyens disponibles, car on savait que Québec était la clef du Saint-

Laurent et de la Nouvelle-France.»

Ce qui fait dire à Christian Blais que l'affrontement des plaines a été déterminant, c'est que jusque-là, les Canadiens avaient conservé l'espoir d'une victoire.

«La bataille dure peut-être vingt minutes, mais elle survient après 63 jours de bombardements. On manque de munitions et de vivres. La ville, qui a déjà résisté à tant d'assauts, est détruite et la population malade. C'est la défaite des plaines qui brise complètement le moral des combattants. Toute leur vie, les Canadiens avaient dit que les Anglais voulaient détruire leur Église et conquérir leur pays. Ils savaient que, quelques années plus tôt, les Acadiens avaient été déportés. La population perçoit la bataille des plaines comme une véritable défaite. En entrant dans Québec, le général James Murray constate lui-même la démoralisation de la population. La chute de la capitale, c'est la chute de la colonie.»

## La Carthage d'Amérique

Pour Christian Blais, cette victoire symbolique, à défaut d'être totale, est déterminante à cause du statut politique et géographique de la capitale. «Québec est considéré comme une citadelle inexpugnable protégée par le fleuve, dit-il. La chute de Québec est déterminante parce que c'est la ville qui contrôle le fleuve. Après sa chute, Montréal ne peut plus être ravitaillé. Or, le but de cette guerre, c'est l'accès au réservoir de pelleteries de l'Ohio.» Un journal de Boston clame: «C'est la chute de la Carthage d'Amérique.»

On s'entend pour dire que si, en mai 1760, des secours français étaient parvenus à Québec avant les bateaux anglais, le sort de la colonie aurait pu être différent. Mais la France était-elle en mesure de secourir sa colonie? Selon le spécialiste britannique de l'estuaire maritime Nicholas Roger, quelle que soit l'importance de la bataille des plaines d'Abraham, le sort de la colonie n'a pas été scellé à Québec, mais à Lagos et à Brest.

«En 1759, Wolfe et Montcalm ont fait beaucoup de bêtises, dit-il. La guerre a été gagnée par celui qui en a fait le moins. Mais l'essentiel, c'est la fuite de la marine française après la bataille de Lagos, au Portugal, et des Cardinaux, dans la baie de Quiberon à Brest. La marine française est alors anéantie. La marine, c'est un peu comme l'aviation aujourd'hui. Celui qui contrôle les mers contrôle l'Amérique. On ne peut pas tenir l'Amérique sans une marine performante. Après ces deux défaites, la France n'a pratiquement plus de marine. À côté de Lagos et de la baie des Cardinaux, la bataille des plaines d'Abraham apparaît comme un détail.»

Un détail qui va pourtant changer la face de l'Amérique. Selon le politologue Christian Dufour, cette bataille que l'on a eu tendance à réduire à une escarmouche est plus importante que la défaite de Waterloo. Dans *Le Défi québécois* (PUL), il écrit qu'elle est «le premier signal clair [...] que l'hégémonie mondiale est en train de passer de la France à l'Angleterre: l'Amérique sera anglo-saxonne.»

Correspondant du Devoir à Paris

■ Demain: Défaite ou cession?

## MILNER

SUITE DE LA PAGE 1

de recherche chargé de perfectionner des radars. Ensemble, ils avaient été envoyés pour un an au Canada, vers une destination qui leur était tout à fait inconnue, son mari ayant été invité à développer un programme de recherche atomique. Un an qui a fini par durer toute une vie. «On a embarqué sur un bateau à Glasgow et on devait zigzaguer entre les sous-marins. Une fois à Boston, on ne savait pas où on allait être emmenés, tout était secret. J'ai été ravie de découvrir que c'était Montréal, une ville francophone», raconte celle qui dit adorer le Québec. Alors qu'elle était à la recherche active d'un emploi, c'est à l'Université de Montréal qu'on lui a finalement donné sa chance. Elle y a enseigné le comportement animal et la psychologie expérimentale.

Professionnellement, c'était une époque d'effervescence pour elle. Brenda Milner a commencé son doctorat en psychophysologie à l'Université McGill aux côtés du professeur Donald Hebb, de qui elle avait deviné l'ouvrage *The Organization of Behavior*. Avec lui, elle avait obtenu du D' Wilder Penfield le privilège de pouvoir mener des recherches cliniques, avec des patients atteints d'épilepsie à qui on enlevait une partie du cerveau. «Il n'y avait pas du tout d'images du cerveau d'un individu vivant. Il y avait des rayons X, on voyait la structure des ventricules et la forme du crâne, mais on ne voyait rien en détail», rappelle-t-elle.

La chercheuse, qui a grandement contribué à cartographier le cerveau, s'était ainsi intéressée

aux spécificités des deux hémisphères, mais également aux effets qu'avait eus l'opération chez certains patients, notamment l'amnésie. Ses travaux l'ont menée à démontrer l'importance de l'hippocampe pour la mémorisation des faits nouveaux. D'autres études comparatives entre l'homme et le singe lui font faire d'importantes découvertes sur les lobes frontaux. «J'ai eu du mal à publier cette étude, car tout le monde disait que j'exagérais. Mais ça a eu une énorme influence et, aujourd'hui, tout le monde parle de la fonction exécutive au lobe frontal», note la professeure de psychologie à l'Institut neurologique de Montréal.

Habituée d'une profonde soif de savoir, Brenda Milner poursuivra ses recherches auprès d'un patient qu'elle suivra sur trente ans nommé H.M., frappé d'une profonde amnésie antérograde à la suite d'une intervention chirurgicale au cerveau dans l'espoir de guérir son épilepsie. La neuropsychologie remarque qu'il peut acquérir des aptitudes sensorimotrices même si lui-même ne se rappelle pas avoir fait ces apprentissages. «D'une fois à l'autre, il ne me reconnaissait pas. Mais je voyais bien qu'il s'améliorait toujours. Il était surpris. Mais moi, j'étais très excitée. C'est un moment que je n'oublierai jamais», raconte la chercheuse avec émotion.

## «Nothing succeeds like success»

Depuis les trente dernières années, Brenda Milner recolle les têtes de ses découvertes qui ont contribué à créer le champ de la psychologie cognitive. Membre de la Société royale du Canada et de celle de Londres et de l'American Academy of Arts and Sciences, elle est lauréate des prestigieux prix Penfield et Gairdner et a reçu quelque 20 doctorats honorifiques. Sacrée Grande officière en juin der-

nier, elle se dit fière d'avoir été admise une première fois au sein de l'Ordre du Québec par René Lévesque en 1985. «Je suis très reconnaissante. Les prix, ça vient avec l'âge. On dit en anglais «Nothing succeeds like success». Mais il y a beaucoup de gens brillants qui sont décédés jeunes et qui n'ont pas eu ma chance», dit-elle avec humilité.

Autant de gratitude et de couronnement ne la font pourtant pas s'asseoir sur ses lauriers. Brenda Milner a à peine ralenti le rythme. Entre deux avions, elle continue d'aller à son laboratoire tous les jours à pied, sauf les week-ends qu'elle passe en ville à lire, à voir des films — au cinéma parce qu'elle n'a pas la télévision chez elle — et... à parler au téléphone. «Je continue de travailler parce que je trouve très stimulant le contact avec les jeunes. Je n'ai rien contre les groupes de personnes âgées qui vont en Floride en groupe, mais ça me semble moins naturel. Il faut se mêler à tous les âges», a-t-elle insisté. C'est d'ailleurs une partie du secret de son air de jeunesse, qu'elle s'est fait demander des milliers de fois. Rester active et bien manger, certes — elle mange des légumes à tous les repas... même au déjeuner!

Toutefois, c'est son insatiable curiosité qui semble toujours faire briller dans ses yeux rieurs la petite flamme inextinguible du savoir. «Je veux rester au fait des développements de mon champ. Comment se tenir au courant si on reste à part?», soutient Mme Milner. «Il y a quelque chose de plus profond. L'idée que le monde ne change. Je sais que ça va tout nous arriver, mais j'aimerais retarder ce moment», poursuit sagement la grande dame qui sait sans doute mieux que quiconque que la mémoire, même collective, est une faculté qui oublie.

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Braill, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Saint-Jacques, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390